

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 150
N° 21**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 24
no Me 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUÉS

Décret n° 2001-373 du 27 avril 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : justice). (Arrêté de promulgation n° 256 DRCL du 15 mai 2001)	1218
---	------

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 168 du 26 mars 2001 soldant la participation financière de l'Etat accordée par convention n° 182 du 7 juin 1998.	1222
Arrêté n° 45 ISLV du 19 avril 2001 portant agrément de M. Antoine Tauria en qualité de garde champêtre	1223
Arrêté n° 250 DRCL du 14 mai 2001 portant répartition par communes ou communes associées du nombre de jurés devant constituer la liste annuelle pour l'année 2002 du jury criminel de la cour d'assises de Papeete	1223

EXTRAITS

Arrêté n° 227 MIDCR du 2 mai 2001 fixant le montant de la dotation globale de fonctionnement attribuée au territoire de la Polynésie française pour les établissements secondaires du second degré, établissements publics, dotation 2001, 1re tranche	1224
Arrêtés n° 228 et n° 229 MIDCR du 2 mai 2001 soldant les opérations "Travaux d'infrastructures routières et fluviales" et "Création d'un observatoire des prix en vue de l'instauration de la T.V.A.", engagées respectivement par arrêtés n° 925 BPR du 24 août 1995 et n° 220 BPR du 6 mars 1996 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), programme 1994	1224
Arrêtés n° 230 et n° 231 MIDCR du 2 mai 2001 modifiant les arrêtés n° 655 et n° 656 MIDCR du 21 août 1996 portant attribution de subventions au titre de la section territoriale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.) (secrétariat d'Etat à l'outre-mer, chapitre 68-92, article 10), programme 1995	1224
Arrêté n° 238 MIDCR du 4 mai 2001 portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.) (secrétariat d'Etat à l'outre-mer, chapitre 68-92, article 10), programme 1995, Centre polynésien des sciences humaines (C.P.S.H.), valorisation du musée de Tahiti et des îles (2e tranche : conservation des collections)	1225
Arrêtés n° 247 et n° 248 MIDCR du 11 mai 2001 soldant les opérations "Réédition du guide de la petite hôtellerie et de l'hébergement chez l'habitant" et "Réalisation de brochures et d'un montage audiovisuel d'information et de promotion pour les investisseurs du secteur hôtelier", engagées respectivement par arrêtés n° 367 BPR du 26 avril 1994 et n° 181 BPR du 10 mars 1993, modifié par arrêté n° 1473 BPR du 15 décembre 1993, au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), programmes 1993 et 1992	1225

Arrêté n° 249 MIDCR du 11 mai 2001 soldant l'opération "Acquisition de matériel destiné à la surveillance et à l'étude des formes hémorragiques de dengue", engagée par arrêté n° 599 MIDCR du 14 août 1997 au profit de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé (I.T.R.M.L.M.) au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), programme 1995 1225

Arrêté n° 255 CAB/DPC du 15 mai 2001 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, le 17 avril 2001, à la mairie de Tahaa (Tahaa) 1225

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées 1225

Arrêtés n° 626 à n° 629 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans les archipels des îles Sous-le-Vent, Tuamotu et Gambier, Marquises et Australes 1236

Arrêté n° 634 CM du 15 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 971 CM du 24 juillet 2000 autorisant la souscription de 17.000 actions émises par la société d'économie mixte locale "Tahiti Nui Rava'ai" 1241

Arrêtés n° 637 à n° 642 CM du 15 mai 2001 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à : - M. Lionnel Sanne pour le compte de la S.C.I. Puea, pour la construction d'un immeuble de logements et de bureaux à Papeete ; - l'O.T.E.S.S.E. pour la réalisation d'un bâtiment destiné à recevoir 5 courts de "squash" à Pirae, stade de Fautaua ; - M. Randy Vongue pour la construction d'une maison d'habitation à Arue, quartier Arahiri ; - M. Lee Tam pour le compte de l'association de jeunesse de Pirae Uta pour la réalisation d'une maison de quartier dans le lotissement social Pirae Uta sis vallée de Titiro ; - M. Albert Tauraatua pour la réalisation d'une maison d'habitation de type O.P.H. à Pirae ; - M. Alain Labaste pour la construction d'une maison d'habitation de type O.P.H. à Pirae 1242

Arrêté n° 662 CM du 16 mai 2001 portant abrogation de l'arrêté du 23 juillet 1927 concernant le kava et publié au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie 1246

EXTRAITS

Arrêtés n° 615 à n° 618 CM du 11 mai 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2, n° 4 à n° 6-2001 du 22 mars 2001 : - portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999, création et transformation de postes budgétaires au Centre des métiers d'art ; - autorisant le reversement de congés payés de Mme Tahai Noni épouse Carini 1246

Arrêtés n° 620 à n° 622 CM du 14 mai 2001 autorisant à titre dérogatoire l'attribution de subventions d'investissement aux associations Aorai, Conseil du scoutisme polynésien et Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France 1246

Arrêté n° 623 CM du 15 mai 2001 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-2001 IME du 19 avril 2001 adoptant la décision modificative n° 1 du budget 2001 de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea-Tearama" 1247

Arrêté n° 624 CM du 15 mai 2001 approuvant les orientations relatives à la réforme de l'établissement suite aux recommandations du rapport d'audit effectué par l'inspection générale de l'administration du territoire et adoptées par délibération n° 4-2001 IME du 19 avril 2001 1247

Arrêtés n° 630 à n° 632 CM du 15 mai 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 14, n° 19 et n° 20-2001 du 20 avril 2001 du conseil d'administration du port autonome de Papeete : - portant approbation du compte financier 2000 et affectation du résultat ; - portant prise en charge des frais de déplacement et des indemnités journalières occasionnés lors de l'envoi en mission en France de MM. Viri Teiva et Utakio Ragivaru en vue de la réception et du convoyage du remorqueur Alto Nui jusqu'à Papeete ; - relative au paiement de l'indemnité capital retraite de M. Jean-Christophe Bouissou 1247

Arrêté n° 635 CM du 15 mai 2001 rapportant l'arrêté n° 83 CM du 19 janvier 2001 portant annulation des reliquats d'autorisations de programme subsistant sur les opérations d'investissement terminées de l'exercice 2000. 1247

Arrêté n° 645 CM du 16 mai 2001 portant annulation de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à Uturoa, Raiatea, consentie au profit de Mme Irmine Mōea Tetuanui née Lemaire. 1247

Arrêté n° 646 CM du 16 mai 2001 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Jimmy Mahina Ellis (n° exploitant 211)	1247
Arrêté n° 647 CM du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté n° 1583 CM du 17 novembre 2000 modifié portant désignation des membres du comité de gestion du régime de solidarité territorial	1247
Arrêté n° 649 CM du 16 mai 2001 abrogeant la licence d'armateur accordée à la S.A.R.L. Transport maritime interinsulaire (T.M.I.) pour l'exploitation du navire Vai Alto et abrogeant l'octroi du régime d'exonération des droits et taxes sur le gazole et huiles lubrifiantes consommés par le moteur de ce navire	1247

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

EXTRAITS

Arrêté n° 624 PR du 16 mai 2001 accordant le versement d'une subvention à M. Toni Tereino pour des travaux de constructions complémentaires à l'hébergement touristique dénommé "Pension Leydj Kenata" à Hakahetau, île de Ua Pou, archipel des Marquises	1247
Arrêté n° 625 PR du 16 mai 2001 accordant le versement d'une subvention à M. Nelson Tavaeani pour la création d'une pension de famille dénommée "Pension Linda et Nelson" à Rairua, île de Raivavae, archipel des Australes	1248

Ministère des finances et des réformes administratives

Arrêté n° 1834 MFR du 17 mai 2001 portant suppression de la régie de recettes au service de la documentation de la présidence du gouvernement	1248
Arrêté n° 1835 MFR du 17 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 7667 MFR du 23 décembre 1999 portant nomination des régisseurs de la régie du service du développement rural	1248
Arrêté n° 1836 MFR du 17 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 6238 MFR du 28 octobre 1999 portant création d'une régie de recettes au service Groupement d'interventions de la Polynésie Te Toa Arai (Papeete)	1249

EXTRAITS

Arrêtés n° 620 à n° 622 PR du 16 mai 2001 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique de la Polynésie française	1250
Arrêté n° 1781 MFR du 16 mai 2001 portant acceptation d'un séparateur de cellules MCS3p (n° 94B098) donné par la société Haemonetics France	1250

Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

Arrêté n° 874 MAA.AU.ISLV du 4 mai 2001 autorisant la modification du nombre de lots du lotissement Raimoana sur la terre Faarooie, sise à Avera, commune de Taputapuatea, île de Raiatea	1250
---	------

Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent

EXTRAITS

Arrêté n° 1833 MEC du 17 mai 2001 portant prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises	1251
--	------

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle

EXTRAITS

Arrêté n° 1637 MEF du 11 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 7280 MEF du 29 novembre 2000 modifié, établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur les communes de Moorea	1252
---	------

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires**EXTRAITS**

Arrêté n° 1619 MEQ du 11 mai 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD 144 et AD 145 (plan 40) nécessaires au projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea 1252

Arrêté n° 1646 MEQ du 14 mai 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terre nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara. 1252

Ministère de la santé et de la recherche**EXTRAITS**

Arrêté n° 1795 MSR/Santé du 16 mai 2001 autorisant Mme Véronique Hunter à ouvrir une garderie préscolaire 1252

Ministère de l'agriculture et de l'élevage**EXTRAITS**

Arrêtés n° 1678 à n° 1698 MAG du 14 mai 2001 octroyant des aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Sam You Terii, Mlle Taataroa Annette, MM. Tahia Adrien, Tahuhuatama Constantino Teva, Mlles Tamarono Uraheia Violette et Tanepau Mira, MM. Taroaitheihai Charles et Terau, Mlle Taroaitheihai Virginia, Mme Taroaitheihai Gladys épouse Viriamu, Mme Kainuku Poema épouse Opuu, Mme Roomataaroa Marcelle épouse Mahaa, M. Matamaki-Pirato Epiphanie, MM. Roomataaroa Roméo Taiau, Philippe et Joseph, Mme Pirato Linette épouse Taroaitheihai, MM. Moe Heifara Eric, Nauta Noris, Pirato Charles, et Mme Pirato Tihina épouse Hauata 1252

Arrêtés n° 1720 à n° 1727, et n° 1729 à n° 1739 MAG du 15 mai 2001 octroyant des aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Ebb Jérôme, Mme Ebb Tamara épouse Tere, MM. Faana Taputumauritera Francis, Harevaa Guillaume Apiatara et Temai, Mlles Harua Belança et Lélia, MM. Hauata Ernest, Maurice, et Tema Patrice, Mmes Hauata Juliette épouse Ebb, Hauata Trostine épouse Pirato, Hauata-Tahia Florence épouse Roo, MM. Haupuni Claude, Haatuparepare et Stéphane Haatu, Mlle Hoffmann Imera Sylvie, Mme Iotua Annick épouse Tupea, et M. Kainuku Léopold. 1258

Arrêté n° 1740 MAG du 15 mai 2001 accordant à l'établissement Tahiti Island Fish un agrément pour l'exportation vers l'Union européenne du poisson frais entier et sous forme de filets. 1262

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Délibération du 23 janvier 2001 approuvant l'avenant n° 4 à la convention du 7 juin 1994 entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société Canal Plus Polynésie, d'autre part. (J.O.R.F. du 21 mars 2001, page 4424) 1263

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 6 avril 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 19 avril 2001, page 6054) 1266

Arrêté interministériel du 9 avril 2001 fixant le nombre de places offertes au titre de l'année 2001 aux concours pour le recrutement de techniciens supérieurs de la météorologie du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 19 avril 2001, page 6060) 1267

Arrêté ministériel du 18 avril 2001 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue. (J.O.R.F. du 27 avril 2001, page 6641) 1267

Arrêté ministériel du 18 avril 2001 portant interdiction de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs et de faire de la publicité pour une vidéocassette. (J.O.R.F. du 27 avril 2001, page 6642) 1267

Arrêté ministériel du 18 avril 2001 portant interdiction de proposer, donner, louer ou vendre à des mineurs et de faire de la publicité d'une vidéocassette. (J.O.R.F. du 29 avril 2001, page 6841) 1267

Arrêté ministériel du 18 avril 2001 portant interdiction de proposer, donner, louer ou vendre à des mineurs une vidéo-cassette. (J.O.R.F. du 29 avril 2001, page 6841)	1267
Convention de financement n° 14-01 IDV du 9 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Te Tama Ui Rau pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Formation au permis de conduire"	1268
2e avenant n° 41-01 du 10 mai 2001 à la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999 relative à la participation de l'Etat aux dotations financières à la Société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep), ministère de la défense, chapitre 66-50, article 21.	1268
Conventions de financement n° 15-01 à n° 18-01 IDV du 10 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à : - l'association Coopérative scolaire de Erima primaire (opération "Classes de mer") ; - l'Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (opérations "Formation de base d'animateurs de centres de vacances pour 15 mères au foyer et 30 jeunes", et "Centres de loisirs sans hébergement à Paea pour les 3-7 ans et les 8-14 ans".....	1268
Conventions de financement n° 19-01 et n° 20-01 IDV du 14 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à : - la commune de Mahina pour le financement du poste de chef de projet communal recruté temporairement ; - l'association Tae kwon do club Feraï Arue pour l'opération intitulée "Initiation au tae kwon do"	1270
Conventions de financement n° 45-01 et n° 46-01 IDV du 14 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Ouest pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Ecole Potii primaire, grosses réparations du G.A.P.P. et du bureau" et "Grosses réparations à la cuisine centrale de Vairao"	1271
Conventions de financement n° 21-01 et n° 22-01 IDV du 15 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à : - l'association sportive scolaire Puurai élémentaire pour l'opération "Accompagnement scolaire" ; - l'association Taatira Pare Pirae pour l'opération intitulée "Ecole de boxe éducative".	1271
ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE	
Office des postes et télécommunications.— Décision n° 2001-47 DDRX/SAT/DAC du 30 avril 2001 relative à l'offre Vini dans les agences O.P.T. pendant la période foire de mai 2001	1272
Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des Australes pour le mois d'avril 2001.	1272

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	1272
Annonces diverses	1273



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 256 DRCL du 15 mai 2001 portant promulgation du décret n° 2001-373 du 27 avril 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué en Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 2001-373 du 27 avril 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : justice), paru au J.O.R.F. du 29 avril 2001 à la page 6837.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

DECRET n° 2001-373 du 27 avril 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : justice).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le règlement (CE) n° 1103-97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) n° 974-98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) n° 2866-98 du Conseil du 31 décembre 1998 concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des Etats membres adoptant l'euro ;

Vu l'ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 60-323 du 2 avril 1960 modifié fixant le tarif des avoués ;

Vu le décret n° 65-961 du 5 novembre 1965 modifié pris pour l'application de certains articles du code civil et relatif au dépôt et à la gestion des fonds et des valeurs mobilières des mineurs ;

Vu le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 modifié sur les sociétés commerciales ;

Vu le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ;

Vu le décret n° 75-785 du 21 août 1975 relatif aux droits et émoluments alloués à titre transitoire aux avocats à raison des actes de procédure ;

Vu le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 modifié portant fixation du tarif des notaires ;

Vu le décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 modifié pris en application de la loi n° 83-353 du 30 avril 1983 et relatif aux obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés ;

Vu le décret n° 85-295 du 1er mars 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ;

Vu le décret n° 85-422 du 10 avril 1985 relatif à l'organisation judiciaire et modifiant notamment le taux de

compétence du tribunal d'instance et du tribunal de grande instance en matière civile et du tribunal de commerce, modifié par le décret n° 88-216 du 4 mars 1988 ;

Vu le décret n° 85-1387 du 27 décembre 1985 modifié pris pour l'application des articles 2 et 7 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 ;

Vu le décret n° 85-1390 du 27 décembre 1985 fixant le tarif des administrateurs judiciaires en matière commerciale et des mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises ;

Vu le décret n° 86-221 du 17 février 1986 pris pour l'application de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques et portant dispositions diverses relatives à l'établissement des comptes annuels ;

Vu le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 modifié organisant la profession d'avocat ;

Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

Vu le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ;

Vu le décret n° 96-292 du 2 avril 1996 portant publication de l'ordonnance n° 92-1143 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu le décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996 portant fixation du tarif des huissiers de justice en matière civile et commerciale ;

Vu l'avis du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 9 novembre 2000 ;

Vu l'avis du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 22 novembre 2000 ;

Vu les avis du Conseil national de la comptabilité en date du 20 octobre 2000 et du 1er mars 2001 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique en date du 19 janvier 2001 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Chapitre Ier

Dispositions relatives aux amendes
et sanctions pécuniaires

Article 1er.— I. - Dans tous les textes réglementaires prévoyant des amendes ou d'autres sanctions pécuniaires ou y faisant référence, les montants exprimés en francs sont remplacés par des montants exprimés en euros conformément au tableau figurant en annexe 1 de l'ordonnance du 19 septembre 2000 susvisée.

II. - Les montants en francs d'amendes et de sanctions pécuniaires qui ne figurent pas dans le tableau visé au I sont convertis aux montants en euros correspondant aux montants en francs mentionnés dans le tableau et immédiatement inférieurs.

III. - Par dérogation au I, à l'article R. 49 du code de procédure pénale, le montant de 30 F est remplacé par le montant de 4 euros et, à l'article R. 49-7 du même code, le montant de 50 F est remplacé par le montant de 7 euros.

Chapitre II

Modifications apportées à certains codes

Art. 2.— Les montants exprimés en francs dans les codes mentionnés ci-après et qui figurent dans la deuxième colonne des tableaux qui suivent sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans la troisième colonne de ces tableaux :

A. - Code de justice administrative

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
R. 222-14	50.000	8.000

B. - Code de l'organisation judiciaire

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
R. 311-2	25.000	3.800
R. 321-1	25.000	3.800
	50.000	7.600
R. 321-2	25.000	3.800
R. 321-6	25.000	3.800
R. 321-15	5.000	800
	25.000	3.800

C. - Code de procédure pénale

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
R. 107	3.000	460

Chapitre III

Modifications apportées à certaines dispositions
non codifiées

Art. 3.— Aide juridictionnelle :

I. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret du 19 décembre 1991 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
92	1.750	267
	375	57
93	2.500	382
	750	115
	1.000	153
	1.250	191
94	65	10
	140	22
	275	42
	22	3,5
95	120	18
	350	54
96	150	23
97	140	22

Droit civil et procédure civile :

II. - A l'article 8 du décret du 5 novembre 1965 susvisé, le montant de 100.000 F est remplacé par le montant de 15.300 euros ;

III. - Aux articles 9 et 10 du décret du 10 avril 1985 susvisé, les montants de 5.000 F et 13.000 F sont remplacés respectivement par les montants de 800 euros et 2.000 euros ;

IV. - A l'article 82 du décret du 31 juillet 1992 susvisé, le montant de 3.500 F est remplacé par le montant de 535 euros.

Droit commercial :

V. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret du 23 mars 1967 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
12	10.000.000	1.550.000
	20.000.000	3.100.000
128	5.000.000	750.000
	50.000.000	7.500.000
	100.000.000	15.000.000
200	5.000.000	750.000
	50.000.000	7.500.000
	100.000.000	15.000.000
244	120.000.000	18.000.000
248-14	100.000.000	15.000.000
	200.000.000	30.000.000

VI. - Les montants en francs figurant à l'article 17 du décret du 29 novembre 1983 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

MONTANT EN FRANCS	MONTANT EN EUROS
1.750.000	267.000
3.500.000	534.000
13.000.000	2.000.000
26.000.000	4.000.000

VII. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret du 1er mars 1985 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
22	20.000.000	3.100.000
	5.000.000	750.000
	10.000.000	1.550.000
25	120.000.000	18.000.000
33	10.000.000	1.550.000
	20.000.000	3.100.000
34	120.000.000	18.000.000

VIII. - A l'article 1er du décret n° 85-1387 du 27 décembre 1985 susvisé, le montant de 20 millions de francs est remplacé par le montant de 3.100.000 euros.

IX. - A l'article 13 du décret du 17 février 1986 susvisé, les montants de 100.000.000 F et 200.000.000 F sont remplacés respectivement par les montants de 15.000.000 euros et 30.000.000 euros.

Professions réglementées :

X. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret du 2 avril 1960 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
2	3.000	457
4	1	0
	7.000	1.068
	7.000,01	1.068,01
	14.000	2.135
	14.000,01	2.135,01
	26.000	3.964
	26.000,01	3.964,01
	60.000	9.147
9	200	30
11	3.000	457
12	3.000	457
29	200	30
46	4.000	610
	10.000	1.524
54	4.000	610
	10.000	1.524
67	20	3

XI. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret du 20 juillet 1972 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
30	750.000	110.000
32	200.000	30.000
35	200.000	30.000

XII. - Les montants en francs figurant à l'article 2 du décret du 21 août 1975 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

MONTANT EN FRANCS	MONTANT EN EUROS
30	4,6
40	6
40,10	6,1
42	6,4
58	8,9
96	15
96,10	15,1
192	29

XIII. - A. - Les montants en francs figurant à l'article 3 du décret du 8 mars 1978 susvisé et aux tableaux I et II annexés à ce décret sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE OU NUMERO	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
Article 3	500.000	80.000
Tableau I :		
Numéro 13	10.000	1.524
Numéro 58	300.000	45.735
Numéro 95	200	30
Tableau II :		
Numéro 19	10.000	1.524
Numéro 22	50.000	7.622
	50.001	7.623
	120.000	18.294

B. - A l'article 23 du même décret, les tranches exprimées en francs et qui figurent dans la deuxième colonne du tableau

qui suit sont remplacées par les tranches exprimées en euros qui figurent dans la troisième colonne de ce tableau :

Séries 1, 2 et 3	De 0 à 20.000 F.	De 0 jusqu'à 3.050 euros.
	De 20.001 F à 40.000 F.	Au-delà de 3.050 euros et jusqu'à 6.100 euros.
	De 40.001 F à 110.000 F.	Au-delà de 6.100 euros et jusqu'à 16.770 euros.
Séries 1 et 2	Au-dessus de 110.000 F.	Au-delà de 16.770 euros.
Série 3	De 110.001 F à 800.000 F.	Au-delà de 16.770 euros et jusqu'à 121.960 euros.
	Au-dessus de 800.000 F.	Au-delà de 121.960 euros.

XIV. - A. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret n° 85-1390 du 27 décembre 1985 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
2	15.000	2.287
3	450	69
6	450.000	68.602
7	250.000	38.112
13	150	23
	250	38
	1.000	152
14	500	76
	400	61
	300	46
	250	38
	200	30
	150	23
	100	15
16	450.000	68.602
18	450.000	68.602
35	300.000	45.735
	600.000	91.469
36	600.000	91.469

B. - A l'article 6 du même décret, les tranches exprimées en francs et qui figurent dans la première colonne du tableau qui suit sont remplacées par les tranches exprimées en euros qui figurent dans la seconde colonne de ce tableau :

De 0 à 1.000.000 F	De 0 jusqu'à 152.450 euros.
De 1.000.001 à 3.000.000 F	Au-delà de 152.450 euros et jusqu'à 457.350 euros.
De 3.000.001 à 10.000.000 F	Au-delà de 457.350 euros et jusqu'à 1.524.490 euros
De 10.000.001 à 30.000.000 F	Au-delà de 1.524.490 euros et jusqu'à 4.573.470 euros.
Au-delà de 30.000.000 F	Au-delà de 4.573.470 euros.

C. - Aux articles 7 et 18 du même décret, les tranches exprimées en francs et qui figurent dans la première colonne du tableau qui suit sont remplacées par les tranches exprimées en euros qui figurent dans la seconde colonne de ce tableau :

De 0 à 100.000 F	De 0 jusqu'à 15.245 euros.
De 100.001 à 300.000 F	Au-delà de 15.245 euros et jusqu'à 45.735 euros.
De 300.001 à 1.000.000 F	Au-delà de 45.735 euros et jusqu'à 152.450 euros
De 1.000.001 à 1.500.000 F	Au-delà de 152.450 euros et jusqu'à 228.675 euros.
De 1.500.001 à 3.000.000 F	Au-delà de 228.675 euros et jusqu'à 457.350 euros.
De 3.000.001 à 5.000.000 F	Au-delà de 457.350 euros et jusqu'à 762.245 euros.
De 5.000.001 à 10.000.000 F	Au-delà de 762.245 euros et jusqu'à 1.524.490 euros.
De 10.000.001 à 50.000.000 F	Au-delà de 1.524.490 euros et jusqu'à 7.622.450 euros.
Au-delà de 50.000.000 F	Au-delà de 7.622.450 euros.

XV. - A l'article 205 du décret du 27 novembre 1991 susvisé, les montants de 2.000.000 F et 20.000 F sont remplacés respectivement par les montants de 305.000 euros et 3.050 euros. A l'article 230 du même décret, le montant de 1.000 F est remplacé par le montant de 150 euros ;

XVI. - A. - A l'article 7 du décret du 12 décembre 1996 susvisé, les montants de 840 F et 8.400 F sont remplacés respectivement par les montants de 128 euros et 1 280 euros ;

B. - Au I de l'article 8 du même décret, les tranches exprimées en francs et qui figurent dans la première colonne du tableau qui suit sont remplacées par les tranches exprimées en euros qui figurent dans la seconde colonne de ce tableau :

10 % jusqu'à 800 F	10 % jusqu'à 125 euros.
6,5 % de 801 à 4.000 F	6,5 % au-delà de 125 euros et jusqu'à 610 euros.
3,5 % de 4.001 à 10.000 F	3,5 % au-delà de 610 euros et jusqu'à 1.525 euros.
0,3 % au-delà de 10.000 F	0,3 % au-delà de 1.525 euros.

C. - A l'article 13 du même décret, les tranches exprimées en francs et qui figurent dans la première colonne du tableau qui suit sont remplacées par les tranches exprimées en euros qui figurent dans la seconde colonne de ce tableau :

De 0 à 2.000 F : 2 taux de base par tranche de 500 F.	De 0 jusqu'à 304 euros : 2 taux de base par tranche de 76 euros.
De 2.001 à 6.000 F : 8 taux de base + 2 taux de base par tranche de 1.000 F.	Au-delà de 304 et jusqu'à 912 euros : 8 taux de base + 2 taux de base par tranche de 152 euros.
De 6.001 à 20.000 F : 16 taux de base + 2 taux de base par tranche de 2.000 F.	Au-delà de 912 euros et jusqu'à 3.040 euros : 16 taux de base + 2 taux de base par tranche de 304 euros.
Supérieure à 20.000 F : 30 taux de base + 2 taux de base par tranche de 10.000 F.	Supérieure à 3.040 euros : 30 taux de base + 2 taux de base par tranche de 1.520 euros.

Chapitre IV

Règles particulières d'arrondissement

Art. 4. — Le quatrième alinéa de l'article 19 du décret du 8 mars 1978 susvisé est remplacé par l'alinéa suivant : "L'assiette de l'émolument est arrondie à l'euro le plus proche."

Chapitre V

Adaptation de certaines dispositions spécifiques à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte

Art. 5. — I. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du code de l'organisation judiciaire sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
R. 931-9	11.000	1.680
R. 943-2	3.000	460

II. - Les montants en francs figurant aux articles mentionnés ci-après du décret du 2 avril 1996 susvisé sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans le tableau suivant :

ARTICLE	MONTANT (en francs)	MONTANT (en euros)
56	34	5,2
	74	12
57	24	3,7

Chapitre VI Dispositions diverses

Art. 6.— Les dispositions des chapitres Ier à IV sont applicables en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte lorsque les textes auxquels elles font référence sont applicables dans ces mêmes territoires et collectivité.

Art. 7.— Les dispositions du présent décret entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Art. 8.— Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 avril 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence PARLY.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 168 du 26 mars 2001 soldant la participation financière de l'Etat accordée par convention n° 182 du 7 juin 1998.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu les lois n° 96-312 et n° 96-313 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 modifié portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu la résolution n° 51 du 22 décembre 1977 du comité directeur du F.I.D.E.S. établissant une déconcentration des procédures des subventions aux communes des territoires d'outre-mer ;

Vu la décision du comité restreint du F.I.D.E.S. du 31 juillet 1997 attribuant à la Polynésie française une somme de 13.000.000 FF au titre de l'équipement des communes ;

Vu la convention de financement n° 182 du 7 juin 1998 octroyant une subvention de l'Etat à la commune de Uturoa et notamment son article 6 qui prévoit un délai d'exécution de l'opération de deux ans ;

Considérant que la commune n'a pas réalisé les travaux dans le délai imparti ;

Considérant l'absence de réponse aux lettres de relance du 23 mars 2000 et du 18 décembre 2000 adressées par la subdivision administrative à la commune de Uturoa ;

Considérant qu'une partie des travaux a bien été réalisée en 1999 (fournitures des matériels et accessoires hydrauliques à la régie communal ; travaux confiés à l'entreprise) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La participation de l'Etat destinée à financer l'opération "A.E.P. de Uturoa", d'un montant de 1.075.034,84 FF, soit 19.546.088 F CFP, au titre du F.I.D.E.S., équipement des communes chapitre 67-90, article 10, exercice 1997 suivant la convention n° 182 du 6 juin 1998, par une subvention d'un montant de 883.478,42 FF, soit 16.072.245 F CFP imputée sur l'autorisation de programme n° 2596 du 11 août 1997 du chapitre 67-90, article 10 de 13.000.000 FF ouverte au secrétariat d'Etat de l'outre-mer, est soldée à hauteur de 618.434,89 FF, soit 11.250.572 F CFP.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 265.043,53 FF, soit 4.821.673 F CFP.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Uturoa sont chargés de l'exécution du présent arrêté établi en trois originaux dont un exemplaire sera adressé au trésorier-payeur général. Il sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2001.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 45 ISLV du 19 avril 2001 portant agrément de M. Antoine Taura en qualité de garde champêtre.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le code des communes de Polynésie française et notamment les articles L. 412-47 et R. 412-117 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu la décision n° 10 ISLV du 5 février 1997 portant agrément de M. Antoine Taura en qualité d'agent de la police municipale de Tahaa ;

Vu l'arrêté municipal n° 12-97 du 12 février 1997 portant nomination de M. Antoine Taura en qualité de chef de la police municipale de Tahaa ;

Vu l'arrêté n° 287 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Christophe Tissot, chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ;

Vu le procès-verbal n° 439-2000 de la brigade de gendarmerie de Tahaa,

Arrête :

Article 1er.— M. Antoine Taura est agréé en qualité de garde champêtre à compter du 1er juillet 2001.

Art. 2.— M. Le maire de la commune de Tahaa et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Antoine Taura pour notification.

Fait à Uturoa, le 19 avril 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Sous-le-Vent,*
Christophe TISSOT.

ARRETE n° 250 DRCL du 14 mai 2001 portant répartition par communes ou communes associées du nombre de jurés devant constituer la liste annuelle pour l'année 2002 du jury criminel de la cour d'assises de Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 308 DRCL du 16 avril 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 308 DRCL du 16 avril 1996 ;

Vu le code de procédure pénale applicable en Polynésie française et notamment ses articles 259, 260 et 261 ;

Vu le décret n° 96-1257 du 27 décembre 1996 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française du 3 septembre 1996 au 1er octobre 1996,

Arrête :

Article 1er.— La répartition par communes ou communes regroupées de la Polynésie française du nombre des jurés pour la liste annuelle du jury criminel de la cour d'assises de Papeete est fixée pour l'année 2002 selon le tableau annexé.

Art. 2.— En vertu des dispositions de l'article 260 du code de procédure pénale appliquées aux résultats du recensement de la population du 3 septembre 1996, le nombre de jurés du jury criminel de la cour d'assises de Papeete s'établit à 210, répartis comme suit :

- îles du Vent	162.686 habitants	150 jurés
- îles Sous-le-Vent	26.838 habitants	25 jurés
- îles Tuamotu-Gambier	15.370 habitants	15 jurés
- îles Marquises	8.064 habitants	10 jurés
- îles Australes	6.363 habitants	10 jurés

Art. 3.— Dans le cas des communes regroupées, les opérations de tirage au sort prévues à l'article 261 du code de procédure pénale seront effectuées dans les communes soulignées au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de réglementation et du contrôle de la légalité, les chefs de subdivisions administratives de l'Etat sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mai 2001.
Jean ARIBAUD.

Annexe à l'arrêté n° 250 DRCL du 14 mai 2001

Subd. administrative	Communes	Communes regroupées	Nbre de jurés
Iles du Vent	Arue		9
	Faaa		25
	Hitiiaa O Te Ra		6
	Mahina		11
	Paea		10
	Papara		7
	Papeete		25
	Pirae		14
	Punaauia		17
	Taiarapu-Est		7
	Taiarapu-Ouest		4
	Teva I Uta		5
	Moorea-Maiao		10
Iles Sous-le-Vent	Bora Bora		5
	Huahine		5
	Maupiti		1
	Tahaa		4
	Taputapuatea		3
	Tumaraa		3
	Uturoa		4
Tuamotu-Gambier	Rangiroa	Manihi : Takaroa - Napuka	3
		- Pukapuka	2
		Makemo : Arutua	2
		Anaa : Fakarava	2
		Hikueru	2
		Nukutavake : Reao	2
		Tatakoto - Fangatau	2
	Hao		2
	Gambier		1
	Tureia		1
Marquises		Nuku Hiva : Ua Pou - Ua	5
		Huka	5
		Hiva Oa : Tahuata - Fatu Hiva	5
Australes	Rurutu		3
	Rimatara		2
	Tubuai		3
		Raivavae : Rapa	2

Par arrêté n° 227 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mai 2001.— Conformément aux dispositions de la convention n° 214-99 du 19 juillet 1999, il est attribué au territoire de la Polynésie française, pour les établissements scolaires du second degré relevant de l'enseignement public, une dotation globale de fonctionnement (dotation 2001, 1re tranche) d'un montant de 22.765.986 FF, soit 414.158.973 F CFP, imputable sur les crédits du chapitre 41.02, article 10.

Par arrêté n° 228 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mai 2001.— La participation de l'Etat d'un montant de 1.969.000 FF, soit 35.800.000 F CFP, destinée à financer l'opération "Travaux d'infrastructures routières et fluviales : grosses réparations de voirie à Huahine, bitumage de l'accès école Apooiti-Raiatea, à la réhabilitation du réseau routier Tuamotu-Gambier et réparation des radiers de Napuka", engagée par l'arrêté n° 925 PR du 24 août 1995 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de 1.575.200 FF, soit 28.640.000 F CFP.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 393.800 FF.

Un ordre de reversement d'un montant de 345.959 F CFP sera émis à l'encontre du bénéficiaire de la subvention. Ce montant correspond à la somme indûment perçue compte tenu du coût effectif de l'opération.

Par arrêté n° 229 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mai 2001.— La participation de l'Etat d'un montant de 1.300.750 FF, soit 23.650.000 F CFP, destinée à financer l'opération "Création d'un observatoire des prix en vue de l'instauration de la T.V.A.", engagée par l'arrêté n° 220 BPR du 6 mars 1996 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de 1.040.600 FF, soit 18.920.000 F CFP.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 260.150 FF.

Un ordre de reversement d'un montant de 146.173 F CFP sera émis à l'encontre du bénéficiaire de la subvention. Ce montant correspond à la somme indûment perçue compte tenu du coût effectif de l'opération.

Par arrêté n° 230 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mai 2001.— L'article 3 de l'arrêté n° 655 MIDCR du 21 août 1996 portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Audit technico-économique d'évaluation du niveau de mise en conformité des activités polluantes", est modifié comme suit :

"Le versement de la totalité de la subvention s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (copie des rapports d'étude et états de mandatement visés par le payeur du territoire).

Les pièces justificatives seront visées par le service du plan et de la prévision économique."

L'article 5 de l'arrêté n° 655 MIDCR du 21 août 1996 est modifié comme suit :

"Si la réalisation de l'opération n'est pas intervenue avant le 30 novembre 2001, l'arrêté sera considéré comme caduc."

Par arrêté n° 231 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mai 2001.— L'article 3 de l'arrêté n° 656 MIDCR du 21 août 1996 portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Réseau de surveillance de la qualité de l'air", est modifié comme suit :

"Le versement de la totalité de la subvention s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (copie des rapports d'étude et états de mandatement visés par le payeur du territoire).

Les pièces justificatives seront visées par le service du plan et de la prévision économique."

L'article 5 de l'arrêté n° 656 MIDCR du 21 août 1996 est modifié comme suit :

“Si la réalisation de l'opération n'est pas intervenue avant le 30 novembre 2001, l'arrêté sera considéré comme caduc.”

Par arrêté n° 238 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 mai 2001.—

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement de versement et d'utilisation des crédits d'un montant de 435.718,89 FF HTVA, soit 66.424,92 euros, soit 7.926.601 F CFP, affectés au Centre polynésien des sciences humaines (C.P.S.H.) pour la réalisation du projet ci-après : “Valorisation du musée de Tahiti et des îles (2e tranche : conservation des collections)”.

Cette opération, estimée à un montant global HTVA de 435.718,89 FF, soit 66.424,92 euros ou 7.926.601 F CFP, concerne la “Valorisation du musée de Tahiti et des îles (2e tranche : conservation des collections : aménagement de la réserve ; achat de mobilier et conditionnement des collections)”.

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement de l'opération.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter de la date de l'arrêté.

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat : 435.718,89 FF HTVA 66.424,92 euros 7.926.601 F CFP
soit 100 %.

Par arrêté n° 247 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 11 mai 2001.— La participation de l'Etat d'un montant de 205.750 FF, soit 4.650.000 F CFP, destinée à financer l'opération “Réédition du guide de la petite hôtellerie et de l'hébergement chez l'habitant”, engagée par l'arrêté n° 367 BPR du 26 avril 1994 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de 236.930 FF.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 18.820 FF.

Par arrêté n° 248 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 11 mai 2001.— La participation de l'Etat d'un montant de 268.400 FF, soit 4.880.000 F CFP, destinée à financer l'opération “Réalisation de brochures et d'un montage audiovisuel d'information et de promotion pour les investisseurs du secteur hôtelier”, engagée par l'arrêté n° 181 BPR du 10 mars 1993 modifié par l'arrêté n° 1473 BPR du 15 décembre 1993 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de 262.935,42 FF.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 5.464,58 FF.

Par arrêté n° 249 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 11 mai 2001.— La participation de l'Etat d'un montant de 550.000 FF, soit 10.000.000 F CFP, destinée à financer l'opération “Acquisition de matériel destiné à la surveillance et à l'étude des formes hémorragiques de dengue”, engagée par l'arrêté n° 599 MIDCR du 14 août 1997 au profit de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé (I.T.R.M.L.M.) au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de 519.329,23 FF.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 30.670,77 FF.

Par arrêté n° 255 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 2001.— Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe qui s'est déroulé le 17 avril 2001 à la mairie de Tahaa (Tahaa), les candidats dont les noms suivent :

MM. Atger Celeste, Manoa Henri, Puahio Marc, Rongotama Roland, Teriinoho Médard, Timiona Pierrot, Tinorua Stellio Claude, Mlle Toofa-Ruahe Mathilde M. Ueva Ricky.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées.

NOR : ADA0100814AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 3 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées sont celles définies dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2.— Le présent arrêté prend effet le 1er juillet 2002.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent, le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, le ministre de la solidarité et de la famille, le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville, porte-parole du gouvernement, le ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports, le ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de la santé et de la recherche, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, le ministre de la pêche, le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le vice-président,
ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique, de l'énergie
et de la circonscription portuaire
des îles du Vent,*
Georges PUCHON.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement technique,*
Nicolas SANQUER.

*Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,*
Lucette TAERO.

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Béatrice VERNAUDON.

*Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,*
Jonas TAHUAITU.

*Le ministre du logement,
de la redistribution et de la valorisation
des terres domaniales,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

*Le ministre de la jeunesse,
de l'insertion sociale des jeunes
et des sports,*
Reynald TEMARII.

Le ministre du tourisme et de l'artisanat,
Nicole BOUTEAU.

Le ministre de la santé et de la recherche,
Patrick HOWELL.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

*Le ministre de la culture
et de l'enseignement supérieur,*
Louise PELTZER.

Le ministre de la pêche,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

Le ministre de l'environnement,
Lucie LUCAS.

Le ministre des transports,
Temaui FOSTER.

ANNEXE

à l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées.

Pour chacun des services suivants, les missions confiées à la circonscription ou à leurs subdivisions déconcentrées sont :

1 - Délégation au développement des communes :

- proposer au gouvernement le plan d'actions du territoire en faveur des communes, en fonction des priorités retenues par le gouvernement dans sa politique d'aide au développement des communes ou de leurs groupements ;
- contribuer à l'élaboration d'une politique cohérente dans les domaines qui relèvent de sa compétence. En outre, elle propose et veille à la mise en œuvre des programmes d'action permettant de répondre efficacement aux besoins exprimés par les communes ou leurs groupements pour la réalisation d'investissements relevant de leurs champs de compétence ;
- assister en tant que de besoin, les communes ou leurs groupements, dans la constitution des dossiers techniques administratifs préalable à la réalisation des projets ayant fait l'objet d'un agrément par le territoire ;

- assurer le suivi et la gestion des dossiers de projets d'investissements ayant fait l'objet d'une demande de concours au territoire de la part des communes ou de leurs groupements ;
- coordonner l'assistance technique du territoire dans le cadre des interventions prévues par convention, lesquelles s'effectueront en vue de garantir la bonne réalisation des projets d'investissements retenus ;
- veiller à l'affectation et à l'utilisation conformes des concours du territoire dans la réalisation des opérations du programme d'investissements agréés par lui ;
- vérifier *in situ* la validité des projets et leur concordance au regard des priorités retenues par le territoire en matière d'investissement en faveur des communes ou de leurs groupements ;
- établir un bilan des actions menées par le territoire dans la mise en œuvre des concours en faveur des communes ou de leurs groupements dans leurs domaines de compétence.

2 - Service du tourisme :

a) En matière de recueils de statistiques relatifs à la connaissance des attentes des publics concourant ou susceptible de concourir au développement du tourisme :

- établir les statistiques de fréquentation touristique de chacune des îles de l'archipel, en recueillant notamment, auprès des communes ayant institué la taxe de séjour, les éléments déclaratifs permettant de calculer le taux de fréquentation de chacun des établissements d'hébergement touristique ;
- signaler toute difficulté éventuelle relative à la desserte, à l'équipement en infrastructures publiques et à la protection de l'environnement des îles concernées ;
- signaler toute propriété mise en vente, dont les qualités permettraient d'envisager l'implantation d'un projet hôtelier ou d'une activité de restauration à vocation touristique ;
- inventorier les besoins en formation des exploitants et futurs exploitants d'entreprises d'hébergement et restauration à vocation touristique et proposer les actions nécessaires.

b) En matière de développement des produits touristiques et de conditions d'exercice des professions concernées, notamment dans l'hôtellerie, la para-hôtellerie et la restauration :

- établir un avis circonstancié sur l'intérêt touristique et, le cas échéant, les problèmes constatés au niveau des sites d'implantation ayant donné lieu à demande d'autorisation de travaux immobiliers (le service du tourisme étant consulté préalablement à l'octroi de tout permis de construire d'un établissement d'hébergement ou de restauration touristique) ;
- veiller au respect, par les exploitants et futurs exploitants d'établissements d'hébergement et de restauration à vocation touristique, de leurs obligations en matière d'urbanisme, d'hygiène et de sécurité des établissements appelés à recevoir du public, d'assurance en responsabilité civile, de formalités déclaratives obligatoires pour l'exercice d'une activité commerciale et, le cas échéant, l'exploitation d'un débit de boissons ; les aider, le cas échéant, à réunir les justificatifs administratifs nécessaires à l'exercice de leur activité ;
- les informer de la réglementation applicable en matière de classement des établissements d'hébergement de tourisme, d'inspection et de contrôle, d'aide à l'investissement et à la promotion ;

- les aider, le cas échéant, à établir leur demande de classement (sur formulaire préétabli) ;
- recueillir toute information sur les difficultés éventuellement rencontrées par les exploitants dans l'exercice de leur activité ;
- signaler toute plainte reçue de la part de la clientèle touristique et émettre un avis sur la nature et les circonstances des faits reprochés ;
- signaler toute création ou cessation d'activité dans le domaine de l'hébergement et de la restauration à vocation touristique.

c) En matière d'aide à l'investissement dans le secteur de l'hôtellerie et de la para-hôtellerie :

- informer les porteurs de projets, sur la base de documents d'information préétablis, des différents dispositifs d'aide à l'investissement dans le secteur hôtelier et para-hôtelier ;
- les orienter sur les structures susceptibles de leur apporter l'assistance nécessaire dans la constitution de leurs dossiers de demandes d'aides ;
- émettre un avis circonstancié sur l'opportunité et la qualité des projets présentés au regard, notamment, de la situation du marché sur l'île considérée.

d) En matière d'inspection et de contrôle des établissements du secteur de l'hôtellerie, de la para-hôtellerie et de la restauration à vocation touristique :

- établir les rapports de visite destinés à la commission de classement ;
- inspecter et contrôler les établissements classés ; proposer, le cas échéant, la révision de leur classement ;
- contrôler, par le biais de visites aux établissements bénéficiaires, la réalisation effective des travaux ayant donné lieu à l'attribution d'aides publiques ; proposer, le cas échéant, l'application des sanctions corrélatives.

3 - Service des aménagements et des activités touristiques :

a) En matière d'aménagement et d'entretien des sites à vocation touristique :

- signaler toute difficulté éventuelle relative à la desserte, à l'équipement en infrastructures touristiques des îles concernées et faire les propositions d'aménagements touristiques nécessaires ;
- signaler toute propriété mise en vente, dont les qualités permettraient d'envisager l'implantation d'un aménagement ou d'une activité touristique ;
- coordonner et suivre les actions d'aménagement touristiques dans les îles concernées ;
- assurer le contrôle de la réalisation effective des travaux d'entretien des sites touristiques ;
- faire des propositions tendant à l'amélioration des sites existants ou à l'entretien de nouveaux sites dans la limite des crédits disponibles.

b) En matière de développement des produits touristiques et de conditions d'exercice des professions concernées, notamment dans les activités touristiques nautiques et terrestres et les agences de voyages ou bureaux d'excursions :

- établir un avis circonstancié sur l'intérêt touristique et, le cas échéant, les problèmes constatés au niveau des sites d'implantation ;
- veiller au respect par les exploitants et futurs exploitants de leurs obligations en matière d'urbanisme, d'hygiène et de sécurité des établissements appelés à recevoir du public, d'assurance en responsabilité civile, de formalités déclaratives obligatoires pour l'exercice d'une activité commerciale et de la possession préalable des licences nécessaires à l'exercice de l'activité touristique ;

- les aider, le cas échéant, à réunir les justificatifs administratifs nécessaires à l'exercice de leur activité ;
 - les informer de la réglementation applicable en matière d'activités touristiques, d'inspection et de contrôle, d'aide à l'investissement et à la promotion ;
 - les aider, le cas échéant, à établir leur demande de licence ;
 - vérifier le niveau de qualité des prestations d'activités touristiques et apporter les propositions d'amélioration nécessaires aux prestataires d'activités ;
 - recueillir toute information sur les difficultés éventuellement rencontrées par les exploitants dans l'exercice de leur activité ;
 - inventorier les besoins en formation des exploitants et futurs exploitants d'entreprises d'activités touristiques ;
 - signaler toute plainte reçue de la part de la clientèle touristique et émettre un avis sur la nature et les circonstances des faits reprochés ;
 - signaler toute création ou cessation d'activité dans le domaine des activités touristiques nautiques et terrestres.
- c) *En matière d'aide à l'investissement dans le secteur des activités touristiques nautiques et terrestres :*
- informer les porteurs de projets des différents dispositifs d'aide à l'investissement dans le secteur des activités touristiques nautiques et terrestres ;
 - les orienter sur les structures susceptibles de leur apporter l'assistance nécessaire dans la constitution de leurs dossiers de demandes d'aides ;
 - émettre un avis circonstancié sur l'opportunité et la qualité des projets présentés au regard, notamment, de la situation du marché sur l'île considérée.
- d) *En matière d'inspection et de contrôle des établissements du secteur des activités touristiques nautiques et terrestres :*
- établir les rapports de visite destinés à la commission de classement ;
 - inspecter et contrôler les établissements classés ; proposer, le cas échéant, la révision de leur classement ;
 - contrôler, par le biais de visites aux établissements bénéficiaires, la réalisation effective des travaux ayant donné lieu à l'attribution d'aides publiques ; proposer, le cas échéant, l'application des sanctions corrélatives.
- 4 - *Service de l'artisanat traditionnel :*
- a) *En matière de programmation :*
- réunir, traiter et transmettre toute information relative au secteur artisanal ;
 - diffuser après validation les informations auprès des professionnels ;
 - déterminer les besoins de cette activité et proposer de procéder aux études nécessaires ;
 - communiquer aux autorités compétentes les propositions et les éléments nécessaires à l'élaboration des programmes relatifs au développement et à l'aménagement concernant l'artisanat ;
 - inventorier les besoins en formation des exploitants et futurs exploitants du secteur et proposer les actions à mettre en place.
- b) *En matière de développement des productions artisanales :*
- procéder aux études et aux recherches pour la définition et la valorisation du produit artisanal local ;
 - transmettre des propositions pour la formation professionnelle aux autorités compétentes et de participer aux conseils compétents en la matière ;
- fournir tous renseignements susceptibles de faciliter l'élaboration d'avant-projets en la matière ;
 - assurer le suivi des dossiers s'y rapportant ;
 - informer et conseiller, notamment dans les démarches administratives tout organisme intéressé ;
 - coordonner les actions destinées à la mise en œuvre de ces projets ;
 - constater les manquements à l'application des réglementations ou avertissements et proposer au ministre chargé de l'artisanat les octrois, suspensions ou retraits d'autorisation d'exercer, ou d'aides.
- c) *En matière d'aide à l'investissement :*
- conseiller, assister les professionnels de l'artisanat en matière de gestion et d'organisation ;
 - informer les porteurs de projets des différents dispositifs d'aide à l'investissement dans le secteur de l'artisanat ;
 - les orienter sur les structures susceptibles de leur apporter l'assistance nécessaire dans la constitution de leurs dossiers de demandes d'aides ;
 - émettre un avis circonstancié sur l'opportunité et la qualité des projets présentés au regard, notamment, de la situation du marché sur l'île considérée.
- d) *En matière de coordination des actions relatives à l'artisanat et à l'animation du secteur :*
- coordonner, en relation avec tout organisme, les programmes des principaux intervenants en matière d'artisanat ;
 - proposer les modalités d'organisation des activités et de tout organisme à vocation artisanale ;
 - proposer un programme de manifestations intérieures et en assurer le suivi ;
 - faire toutes propositions et mener, sous l'autorité du ministre chargé de l'artisanat, toutes actions propres à développer l'animation artisanale.
- e) *En matière de contrôle de l'utilisation des aides reçues :*
- visiter les entreprises bénéficiaires, et effectuer le contrôle de la réalisation effective des travaux ou acquisitions ayant donné lieu à l'attribution d'aides publiques ;
 - contrôler l'aide du territoire aux organisations à vocation artisanale ;
 - inspecter régulièrement tout espace artisanal ou de formation à l'artisanat.
- 5 - *Contrôle des dépenses engagées :*
- le contrôle préalable de l'engagement des dépenses défini au titre 1er de la délibération n° 97-37 APF du 27 février 1997 est exercé pour les dépenses engagées par le territoire dans le cadre géographique des îles Sous-le-Vent par un contrôleur délégué désigné par le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, sur proposition du contrôleur des dépenses engagées ;
 - ce contrôle s'exerce dans les conditions prévues par la délégation de signature du contrôleur délégué qui exclut le visa des marchés publics à l'exception de ceux qui ne sont pas soumis à l'examen de la commission des marchés, le visa des contrats et conventions d'un montant supérieur à un certain seuil et le refus de visa.
- 6 - *Service des finances et de la comptabilité :*
- ordonnancement des opérations de recettes et de dépenses, liquidées par les services déconcentrés dans l'archipel concerné et imputées au budget général du

territoire, à ses budgets annexes ou à ses comptes spéciaux ;

- tenue de la comptabilité administrative des opérations visées ci-dessus ;
- suivi de l'inventaire du patrimoine mobilier affecté dans les services de l'archipel ;
- contrôle des régies implantées dans l'archipel.

7 - *Service des affaires administratives :*

a) *Commerce de boissons :*

- instruction de tous les dossiers de licences de débits de boissons : collecte des pièces, demandes d'avis aux services techniques concernés (service judiciaire, urbanisme, mairie, tourisme...), préparation des décisions (autorisation, refus, suspension, radiation ou retrait) ;
- sous réserve de délégation de signature, signature par le tavana hau des décisions (autorisation, suspension, radiation ou retrait) relatives aux licences de 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- envoi au ministre des finances pour signature des projets de décisions (autorisation, suspension, radiation ou retrait) relatives aux licences de 1re, 4e et 10e classes ;
- information et contrôle des débitants de boissons ; maintien des conditions nécessaires pour exercer l'activité pendant toute la durée d'exploitation ; signalement au procureur de la République des manquements constatés.

b) *Jeux de hasard :*

- instruction de tous les dossiers de loteries (tombolas, minitombolas, tombolas-minute, tombolas de bien-faisance) ;
- sous réserve de délégation de signature, signature par le tavana hau des décisions (autorisation, refus, report) relatives aux loteries dont le capital d'émission n'excède pas 1.000.000 F CFP ;
- envoi au ministre des finances pour signature des projets de décisions (autorisation, refus, report) relatives aux autres loteries.

c) *Jeux d'adresse :*

- avis du tavana hau préalable à la décision (autorisation, refus, radiation, fermeture temporaire et retrait) de l'autorisation d'ouvrir une salle de jeux d'adresse.

d) *Carte professionnelle d'étranger :*

- avis du tavana hau préalable à la décision (autorisation, refus et retrait) de l'autorisation d'exercer la profession de commerçant étranger.

e) *Activités et professions réglementées :*

- information du tavana hau préalable à l'autorisation (et à la suspension, radiation et retrait de l'autorisation) d'exercer les activités d'agent d'affaires, d'agent immobilier ;
- information du tavana hau préalable à l'autorisation (et à la suspension, radiation et retrait de l'autorisation) d'exercer les professions réglementées relevant du service ;
- information du tavana hau préalable à la création des offices publics et ministériels (notaires, huissiers, commissaires-priseurs) et à la désignation des officiers publics et ministériels.

8 - *Service du personnel et de la fonction publique :*

- visa matériel des contrats à durée déterminée (C.D.D.) de moins de 3 mois en application des textes réglementaires ;

- visa des actes de gestion des personnels recrutés à durée déterminée ;
- réception des copies de dossiers des agents administratifs ;
- organisation de la consultation des dossiers individuels et notamment lors de la mise en œuvre de la procédure disciplinaire ;
- prise en charge de l'organisation des concours ;
- affichage des avis de concours ;
- réception des dossiers d'inscription aux concours et distribution aux demandeurs ;
- recherche et mise à disposition de locaux ;
- recherche et mise à disposition de surveillants des épreuves ;
- réception des sujets de concours ;
- transmission des épreuves au service du personnel et de la fonction publique à Papeete ;
- relais des organismes de formation installés dans la circonscription.

9 - *Service des contributions :*

- inscriptions, modifications et radiations de patentes non commerciales (architecte, avocat, capitaine de bateau), professions libérales (médecin, dentiste, infirmière), loueur en meublé ;
- contrôle et assiette des taxes et contributions pour les personnes physiques ;
- suivi et classement de tous les dossiers impôts des I.S.L.V. (personnes physiques ou morales) ;
- décomptes d'imposition, inscriptions, déclarations modificatives ou radiations pour patentes non commerciales ;
- vérification et instruction des demandes en décharge ou en réduction d'imposition ;
- réception du public et délivrance de tous actes en matière d'imposition ou non-imposition (tels que relevés du rôle des contributions pour compléter des dossiers de retraite, d'allocation handicapés, de bourses, d'attribution de logement social, d'appel d'offres) ;
- renseignements et remise des imprimés en matière de déclarations fiscales, T.V.A., C.S.T.

10 - *Service des affaires économiques :*

- propositions d'orientation en matière économique, et notamment de commerce intérieur, prix et marges commerciales, concurrence, consommation, qualité des produits et répression des fraudes, et poids et mesures ;
- contrôle de l'application de la réglementation en matière économique.

11 - *Service du commerce extérieur :*

- réglementation à l'importation : délivrance de licences d'importation ;
- promotion des exportations : informer les exportateurs sur les réglementations juridiques et fiscales du commerce extérieur, appuyer les entreprises dans leurs recherches des marchés extérieurs et instaurer une collaboration entre le territoire et les organismes professionnels intéressés à la promotion des exportations.

12 - *Service du développement de l'industrie et des métiers (S.D.I.M.) :*

- avis sur les études générales ou sectorielles relatives à la création et au développement des P.M.I. et des entreprises du secteur des métiers ;

- avis sur la définition et la mise en œuvre de la politique de développement industriel ;
- avis sur les projets d'investissement dans le secteur industriel et des métiers ;
- avis sur la mise en œuvre des dispositifs de soutien à la création ou au développement des P.M.I. et des entreprises du secteur des métiers ;
- contribuer à l'information des chefs d'entreprises et des artisans en matière de formalités administratives et professionnelles ;
- diffuser l'information quant aux opportunités et aux aides offertes aux investisseurs pour la réalisation de leurs projets ;
- assurer le contrôle de la bonne destination des aides attribuées aux entreprises ;
- communiquer au S.D.I.M. les données économiques et sociales dont on pourra disposer dans le domaine des activités de transformation (industrie et métiers).

13 - Service du plan et de la prévision économique :

- coordination des travaux préparatoires des plans de développement économique et social du territoire ;
- coordination et suivi de l'exécution des plans de développement économique et social du territoire ;
- coordination des actions programmées par le territoire avec celles relevant des plans d'autres collectivités ou établissements publics ;
- coordination, suivi et gestion des mesures juridiques, financières et administratives mises en œuvre pour l'exécution des plans de développement, en particulier les contrats de plan ;
- compilation et exploitation des informations économiques et statistiques en vue notamment des travaux de planification et de prévision économique ;
- synthèses et prévisions économiques au plan de l'archipel ;
- suivi de l'exécution des opérations du F.I.D.E.S. - section locale ;
- suivi de l'exécution des interventions du Fonds européen de développement (F.E.D.) ;
- attributions du service du plan et de la prévision économique en matière de documentation et d'études ;
- attributions du service du plan et de la prévision économique en matière de préparation des différentes phases de l'élaboration du plan de développement économique et social du territoire ;
- attributions du service du plan et de la prévision économique en matière de contrat de plan.

14 - Service de l'emploi, de la formation et l'insertion professionnelles :

- accomplir des missions d'information sur l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles au bénéfice de tous les publics concernés ;
- collecter et mettre en relation les offres et les demandes d'emploi ;
- mettre en œuvre les mesures existantes propres à promouvoir l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles au bénéfice des publics concernés ;
- instruire les demandes de permis de travail des ressortissants soumis à autorisation de travail.

15 - Service de la jeunesse et des sports :

- coordination des actions en matière de jeunesse et de sport ;

- application de la réglementation relative aux activités sportives de jeunesse et de loisirs ;
- avis technique sur la répartition des subventions publiques accordées aux associations de jeunesse et de sport et contrôle de leur utilisation ;
- accueil et orientation du public ;
- proposition des documents budgétaires et suivi de l'exécution du budget du service ;
- maintenance des locaux et du matériel ;
- centralisation et gestion de l'ensemble des archives du service ;
- conseil aux associations au plan juridique et statutaire ;
- contrôle de l'application des normes de sécurité dans les équipements, en liaison avec les services techniques compétents ;
- proposition de programmes d'investissements sportifs et socio-éducatifs de l'archipel ;
- participation à la formation des cadres associatifs à l'exercice de leur responsabilité ;
- instruction, en liaison avec le département de l'administration générale, des demandes de subventions émanant du mouvement sportif et de jeunesse et contrôle de leur utilisation ;
- développement des actions en faveur du sport, de la jeunesse, de l'éducation populaire et des loisirs, notamment par l'apport de concours financiers, matériels ou techniques ;
- participation à l'élaboration des propositions de programmes territoriaux en matière de sport, de jeunesse, d'éducation populaire ou de loisirs ainsi que les moyens afférents ;
- participation aux actions de prévention et d'insertion en faveur des jeunes ;
- développement des actions de prévention ou de lutte contre les exclusions et participation en collaboration avec les partenaires concernés aux actions d'insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- initiation des actions d'animation notamment celles définies par le territoire avec l'aide de l'Etat ;
- initiation des actions visant à développer l'information et la citoyenneté des jeunes ;
- animation d'un réseau de points d'information jeunes.

16 - Service des transports terrestres :

- gestion des activités de transports soumises à la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;
- gestion des activités de transports soumises à la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particulier ;
- avis préalable à l'attribution d'une aide à l'approvisionnement en gazole au profit des transporteurs routiers de personnes, réguliers ou scolaires, ayant passé une convention avec le territoire et remise des bons aux bénéficiaires de cette aide ;
- examen du permis de conduire toutes catégories : réception et contrôle des dossiers des candidats, examens et transmission au service des transports terrestres du dossier en cas de réussite à l'examen ;
- réception et contrôle des dossiers de permis de conduire : demandes de duplicata, enregistrement de permis métropolitain, conversion de brevet militaire, échange de permis étranger, prorogation ; transmission des dossiers au service des transports terrestres ;

- réception et contrôle des dossiers de demande de certificat d'immatriculation (cartes grises) : immatriculation, transfert, duplicata, mise en hors circulation, etc. ; transmission des dossiers au service des transports terrestres ;
- visites techniques semestrielles obligatoires pour tous les véhicules soumis à cette obligation et réception des véhicules ;
- contrôle routier des activités de transport par des agents assermentés de la direction de l'équipement ;
- secrétariat du comité local des transports, conformément à l'arrêté n° 1729 CM du 18 décembre 2000 ;
- secrétariat de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires de services touristiques de transport de personnes, conformément à l'arrêté n° 1730 CM du 18 décembre 2000 ;
- secrétariat de la commission locale de discipline des transports terrestres, conformément à l'arrêté n° 1731 CM du 18 décembre 2000.

17 - Service des transports maritimes et aériens :

- au titre du maritime : contrôle à l'initiative du représentant de l'équipement ou à la demande du S.T.M.A. ou du tavana hau des navires armés au commerce desservant les îles Sous-le-Vent ;
- au titre de l'aérien : contrôle à l'initiative du représentant de l'équipement ou à la demande du S.T.M.A. ou du tavana hau de l'occupation des espaces concédés sur les aérodromes ;
- gestion en tant que de besoin des agents A.F.I.S./S.S.I.S. affectés sur les aérodromes territoriaux, après concertation avec les services de l'aviation civile et information du chef du S.T.M.A. des dispositions prises.

18 - Service de la culture et du patrimoine :

a) Au titre de la protection, de la conservation, de la valorisation et de la diffusion du patrimoine archéologique, légendaire et historique :

- participation à l'instruction des demandes d'autorisation de fouilles, de prospections et de sondages ; d'inscription sur les listes en vue de leur classement, des objets, des sites et des monuments historiques, archéologiques et légendaires ; de classement des objets, des sites et des monuments précités ;
- participation au suivi des chantiers de fouilles, de prospections et de sondages autorisés ou d'urgence ainsi que les travaux de consolidation, de restauration et d'entretien des vestiges mis au jour ; à l'établissement d'inventaire des gisements, des sites et des monuments archéologiques ou ayant un intérêt historique, culturel ou légendaire ; au transfert et au dépôt des objets, spécimens ou documents ayant un intérêt historique, culturel ou légendaire auprès d'organismes spécialisés ; à la valorisation et à la diffusion du patrimoine sus-évoqué.

b) Au titre de la programmation, de coordination et du suivi des actions concourant au développement culturel et artistique :

- conseille et assiste les établissements publics à vocation culturelle à leur demande dans la réalisation et la coordination de leurs missions, assure le suivi de l'activité de ces établissements dans les mêmes conditions et apporte, à cet égard, toutes les informations utiles au ministre de tutelle pour l'exercice de ses prérogatives ;
- instruit et assure le suivi des demandes de subvention adressées au ministre chargé de la culture ;

- rassemble les informations et documentations relatives au domaine culturel et artistique et peut en assurer la diffusion par tous moyens.

c) Au titre de la réglementation :

- veille au respect des réglementations.

19 - Délégation à la condition féminine :

- développer la prise de responsabilité ainsi que les initiatives individuelles et collectives dans les domaines culturel, social et économique, afin d'aider à une meilleure insertion des femmes et à une juste reconnaissance de leur place dans la société polynésienne ;
- prévenir les phénomènes d'exclusion et de discrimination des femmes dans le domaine de la formation, de l'emploi et dans tous les actes de la vie économique, sociale et culturelle ;
- mettre en œuvre dans un réel partenariat, une solidarité à l'égard des femmes au niveau des instances et des personnes ;
- participer à la préparation de la définition, de l'élaboration et de la programmation de toutes mesures, projets, permettant d'améliorer la condition des femmes ;
- mettre à la disposition des femmes de l'archipel, par les moyens les plus appropriés, une aide technique, logistique et administrative ;
- rendre compte de la réalité de la condition féminine, ainsi que des *desiderata* des femmes au gouvernement et aux organismes publics compétents afin de les aider à rechercher les solutions les plus adéquates aux questions posées ;
- adopter une démarche partenariale de nature à permettre aux femmes de s'affirmer de manière responsable et participative, et d'être considérées comme partie active intégrante de la société polynésienne ;
- coordonner les actions en faveur des femmes et des associations féminines avec les services administratifs, dans les domaines qui les concernent ;
- assurer et suivre les procédures relatives aux droits des femmes avec les instances du gouvernement qui en ont la charge ;
- permettre aux femmes de se concerter sur l'ensemble des problèmes dont la résolution ne peut être envisagée sans leur réelle participation ;
- gérer les conventions susceptibles d'intervenir dans ce secteur de compétence ;
- accueil et information des femmes en quête de renseignements sur le plan personnel, administratif, juridique, professionnel, etc. ;
- instruction des dossiers de micro-crédits bancaires en faveur des femmes ;
- suivi et accompagnement des femmes porteuses de projets d'entreprises ;
- participation à l'organisation de la journée internationale des femmes ; à l'organisation des stages socio-éducatifs prodigués par le Centre territorial d'information des droits des femmes et des familles ; à l'organisation des forums relatifs aux associations féminines aux entreprises féminines.

20 - Délégation à l'environnement :

a) Au titre des installations classées :

- étude et instruction préalables des dossiers des installations classées de 1re et 2e classe permettant pour la 1re classe, la constitution du dossier à soumettre à la commission des installations classées, et pour la 2e classe,

la constitution des dossiers à présenter à l'approbation du ministre ;

- coordination et direction de l'action de l'inspection des installations classées. A ce titre, les demandes d'autorisation sont transmises aux inspecteurs des installations classées, chargés de les instruire, de rédiger les arrêtés d'autorisation, d'en contrôler les prescriptions, de constater les infractions et d'instruire les plaintes ;
- dans le cadre de sa mission définie ci-dessus, le service est chargé de la diffusion des données et informations relatives à l'environnement, plus particulièrement auprès des correspondants environnement des communes ;
- avis sur les études d'impact : celles-ci lui sont transmises dans le cadre de la réglementation applicable en matière d'évaluation d'impact sur l'environnement ;
- pour ce qui concerne l'archipel, avis obligatoire dans le cadre de sa compétence sur toutes propositions ou projets de textes, liés au domaine de l'environnement ou ayant une incidence sur l'environnement ;
- participation à la définition en liaison avec les délégations et collectivités concernées, des critères et des contraintes d'environnement, devant être insérés dans les plans de développement, de gestion ou d'aménagement du territoire.

b) Au titre de la gestion de l'eau :

- proposition et organisation de toutes études destinées à identifier et évaluer les pollutions et nuisances, notamment dans les domaines de la gestion des déchets et de la qualité de l'eau ;
- proposition de toutes mesures destinées à prévenir et à réduire les effets des activités qui engendrent des pollutions et des nuisances, en particulier celles visées par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- proposition de toutes mesures incitatives destinées à renforcer son action de prévention des pollutions et des nuisances ;
- proposition, coordination et évaluation des éléments d'une politique territoriale de l'eau visant notamment à améliorer la protection de la ressource en eau potable, la distribution de cette ressource ainsi que le traitement des eaux usées ;
- collaboration, en relation avec les services territoriaux concernés, et notamment le service de l'hygiène à :
 - la collecte et l'exploitation des informations relatives à la ressource en eau, en vue de sa gestion quantitative et qualitative, conformément aux différents besoins du territoire et dans le respect des équilibres naturels ;
 - l'amélioration des connaissances se rapportant aux écosystèmes fluviaux et lagunaires ;
 - l'identification des pollutions de l'eau, de toutes origines, permanentes ou accidentelles, dans le but de les prévenir et de les réduire et la définition des normes de qualité de l'eau, potable ou de baignade ;
 - l'élaboration des règles relatives à la protection et la mise en valeur de l'eau. En matière d'assainissement, coordination de l'action administrative relative à l'élaboration des schémas directeurs et définition des réseaux d'assainissement,
- diffusion des données et informations relatives à l'environnement, plus particulièrement auprès des correspondants environnement des communes ;
- proposition et mise en œuvre de toutes campagnes d'information et de sensibilisation se rapportant à la qualité de la vie et à la protection de l'environnement ;
- élaboration, en liaison avec les services de l'éducation, des programmes de sensibilisation et de formation, spécialisés

en matière d'environnement, à l'attention des enseignants et des élèves ;

- promotion des métiers de l'environnement et conception des formations correspondantes.

c) Au titre de la protection de la nature :

- la gestion de la faune, de la flore et de la biodiversité des milieux terrestres et maritimes ;
- le recensement des informations de toute nature se rapportant à l'environnement et proposition des mesures réglementaires et techniques régissant l'environnement ; mise en œuvre et suivi de leur exécution en relation avec les instances publiques et privées intéressées dans ses domaines de compétence ;
- la participation à la définition, en liaison avec les délégations et collectivités concernées, des critères et des contraintes d'environnement, devant être insérés dans les plans de développement, de gestion ou d'aménagement du territoire ;
- la mise en place d'une banque de données relatives aux caractéristiques des milieux naturels, des espèces en danger, vulnérables, rares ou d'intérêt particulier ;
- la promotion de la protection du domaine naturel, des paysages et de la diversité biologique. A cet effet, la contribution à la mise en place d'espaces naturels protégés, selon un réseau représentatif et cohérent et à la mise à jour de la liste des espèces protégées ;
- la proposition de toutes mesures permettant la protection des milieux naturels ainsi que des espèces en danger, vulnérables, rares ou d'intérêt particulier et suivi de leur exécution ;
- le conseil en matière de protection de l'environnement ;
- le recensement et la collecte des données et informations relatives à l'environnement, en relation avec l'administration centrale, et traductions en valeurs caractéristiques pouvant servir d'indicateur d'évolution des milieux ;
- la participation à la mise en œuvre de nouveaux réseaux de mesures destinés à apprécier l'évolution de la qualité des écosystèmes ;
- la diffusion des données et informations relatives à la faune, la flore et la biodiversité, plus particulièrement auprès des correspondants environnement des communes ;
- la proposition et la mise en œuvre de toutes campagnes d'information et de sensibilisation se rapportant à la qualité de la vie et à la protection de l'environnement dans son domaine de compétence ;
- la participation, en liaison avec les services de l'éducation, à la mise en œuvre des programmes de sensibilisation et de formation, spécialisés en matière d'environnement, dans son domaine de compétence à l'attention des enseignants et des élèves de l'archipel ;
- la participation à la promotion des métiers de l'environnement et conception des formations correspondantes ;
- la gestion du patrimoine naturel et les espèces protégées tant terrestres que marines ;
- la gestion des parcs marins et parcs naturels ;
- la participation à la gestion des concessions des domaines publics terrestres et maritimes ;
- l'analyse des études d'impact pour les projets intéressant la gestion du domaine public terrestre et maritime.

21 - Service de l'urbanisme :

- instruction des demandes d'autorisations de travaux immobiliers ;
- instruction des demandes de permis de lotir ;
- instruction des demandes de certificats de conformité ;

- contrôle dans le cadre du traitement d'une plainte et d'une manière générale, contrôle de l'application de cette réglementation, à l'exclusion des dispositions relatives à l'environnement ;
- préparation des notes de renseignements d'aménagement ;
- contrôle de la réglementation en matière d'aménagement du territoire ;
- participation à la réalisation notamment des opérations suivantes, concernant l'archipel :
 - à l'aménagement du territoire, notamment la préparation du schéma d'aménagement général du territoire (S.A.G.E.) concernant l'archipel ainsi que des plans et schémas spécifiques de répartition d'équipements publics spécialisés ou d'investissement privés d'intérêt général en conformité avec ses options ;
 - à l'élaboration et aux mesures d'exécution des règlements d'urbanisme des plans généraux ;
 - à la réalisation des études, plans et règlements nécessaires à la mise en œuvre des compétences ci-dessus mentionnées ainsi qu'à celles liées à l'habitat urbain ou dispersé ;
 - à la préparation des projets cartographiques et topographiques nécessaires aux opérations d'aménagement et d'urbanisme ;
 - à la réalisation des plans et règlements qui constituent les instruments techniques et juridiques de la mise en œuvre du S.A.G.E. et notamment les P.G.A. et P.A.D. ;
 - à l'exécution desdits plans et règlements en proposant le cas échéant les modifications apparues nécessaires pour permettre leur adaptation aux changements d'ordre démographique, économique, social ou culturel ;
 - au traitement des questions foncières liées aux études, schémas et plans mentionnés ci-dessus en proposant lorsque cela est nécessaire la mise en œuvre des programmes d'identification ou de cadastrage ;
 - à la proposition de mesures techniques utiles en matière d'urbanisme et d'habitat urbain ou dispersé ;
 - à l'application de la réglementation relative à la profession d'architecte et aux métiers du bâtiment.

22 - Service de la pêche :

- fourniture et recueil des carnets de pêche, destinés aux statistiques concernant les pêches lagonaire, côtière, hauturière ;
- information des pêcheurs sur la réglementation, les formations et les dispositifs d'aides existants ;
- accueil sur les dossiers d'inscription à la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire (C.A.P.L.), de demandes de licence de pêche professionnelle, de concessions maritimes à vocation aquacole (non perlicole) ou halieutique (parcs à poisson) et de demandes d'aides financières ;
- enquêtes sur l'activité des pêcheurs à la demande ;
- soutien logistique pour les missions organisées par le service de la pêche aux îles Sous-le-Vent ;
- représentation du service de la pêche dans les comités locaux de surveillance des pêches ;
- assistance technique des pêcheurs dans la limite des compétences des agents du S.D.R. concernés.

23 - Direction des affaires foncières :

1 - Au titre de la direction :

a) Gestion du personnel :

- congés de toute nature à passer dans le territoire en coordination avec l'administration centrale ;

- permissions exceptionnelles prévues par les textes réglementaires ;
- notation des agents de service à l'exception des agents de catégorie A ;
- sanctions : limitées à l'avertissement et propositions pour toutes autres sanctions ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de l'archipel n'excédant pas six jours ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondants ;
- certificat de travail et attestation de salaires.

b) Gestion des crédits subdélégués :

- engagement, certification des services faits et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans la limite des crédits délégués ;
- réquisition de passages et de bagages ;
- remboursement des frais et états indemnitaires.

c) La délivrance aux personnes étrangères au service, d'autorisation d'accès aux documents publics ;

d) La représentation du chef de service aux commissions ;

e) La gestion des archives ;

f) Faire toutes propositions en matière de réglementation ;

g) Recevoir les demandes d'exonérations ou de réductions de droits et les instruire.

2 - Au titre de la division de l'assistance aux particuliers :

- aider les personnes physiques et morales dans la recherche et la définition de leurs droits immobiliers ; elle agit soit à la demande des usagers, soit à celle du président de la commission de conciliation obligatoire en matière foncière ;
- fournir une assistance technique aux administrations chargées de procéder à l'expropriation ;
- orienter les usagers dans leurs démarches et les informer des possibilités d'actions dans le domaine foncier ;
- orienter les demandeurs concernés par les procédures en matière d'assistance judiciaire, en les informant sur les modalités d'obtention de ces aides ;
- aider les usagers dans leurs recherches généalogiques pour l'établissement de leurs droits immobiliers et fournir aux demandeurs des informations dans la limite des moyens mis en place.

3 - Au titre de la division du cadastre et de la délimitation des terres :

- assurer la consultation des documents cadastraux ainsi que leur délivrance ;
- participer à l'élaboration du programme pluriannuel des travaux cadastraux et en assurer éventuellement l'exécution par la réalisation de travaux en régie ;
- procéder à des levés ou des bornages de terres domaniales dans la limite des moyens mis en place.

4 - Au titre de la gestion du domaine :

- participer à l'instruction des dossiers d'acquisition, d'aliénation, de location ou de concession des biens immeubles ; il en est de même des dossiers d'affectation ou de mise à disposition ;
- dresser et tenir à jour l'état de l'ensemble des biens immobiliers du territoire et de ses établissements publics ;
- assurer la surveillance des terrains domaniaux dans la limite des moyens mis en place ;
- proposer l'aménagement des terres domaniales ;

- aider les services administratifs dans la mise en œuvre de la procédure de réforme des biens meubles leur appartenant ;
- procéder à la vente ou à la destruction des épaves, des biens confisqués, sous réserve des attributions du service des douanes.

24 - Direction de l'équipement :

1 - Au titre de la direction :

a) Gestion du personnel :

- congés de toute nature à passer dans le territoire en coordination avec l'administration centrale ;
- permissions exceptionnelles prévues par les textes réglementaires ;
- notation des agents de service à l'exception des agents de catégorie A ;
- sanctions : limitées à l'avertissement et propositions pour toutes autres sanctions ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de l'archipel n'excédant pas six jours ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondants ;
- certificat de travail et attestation de salaires.

b) Gestion des crédits subdélégués :

- engagement, certification des services faits et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans la limite des crédits délégués ;
- réquisition de passages et de bagages ;
- remboursement des frais et états indemnitaires.

2 - Au titre des arrondissements :

- assurer le suivi et la gestion des opérations de bâtiments du territoire, pour les divers ministères. Son action se situe dans les domaines de la maîtrise d'œuvre publique, de la conduite d'opérations et de l'exécution de travaux en régie ;
- représenter la direction aux réunions de la commission de sécurité et du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers pour l'examen des dossiers de permis de construire relevant de ces instances ;
- assurer le suivi des évolutions réglementaires touchant aux domaines de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'énergie ;
- assurer la programmation, les études, la construction, l'entretien des infrastructures routières, aéronautiques et des ouvrages d'arts terrestres territoriaux ;
- délivrer les alignements ;
- instruire les permissions d'occupation temporaire du domaine public routier territorial ;
- instruire les autorisations de transport ou de convois exceptionnels ;
- assurer le suivi des études de circulation ;
- instruire les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique territoriale ;
- donner un avis sur les demandes de raccordement au réseau routier territorial des projets de voirie en particulier de lotissements ;
- sur demande, assurer le contrôle technique des travaux d'électrification réalisés par les concessionnaires ;
- assurer la signalisation, l'exploitation et la sécurité des infrastructures routières ;
- assurer la réalisation des canalisations de rivières et de protection des berges ;
- assurer l'entretien, la construction et la gestion des infrastructures portuaires territoriales.

3 - Au titre du Groupement études et gestion du domaine public (G.E.G.D.P.) :

- instruire les demandes d'autorisation d'extraction ;
- instruire les demandes d'occupation temporaire du domaine public maritime et fluvial ;
- surveiller l'intégrité du domaine public territorial ;
- représenter la direction lors de l'élaboration des plans généraux d'aménagement ;
- participer à l'adaptation de la réglementation sur les extractions et sur le domaine public ;
- instruire les activités contentieuses sous le contrôle de la direction ;
- assurer, conformément aux instructions du directeur, la surveillance, le contrôle et le gardiennage des dépendances du domaine, des ouvrages et des chantiers qui lui sont confiés.

25 - Direction de la santé :

1 - Au titre de la direction :

a) Gestion du personnel non médical ni paramédical :

- congés de toute nature à passer dans le territoire en coordination avec l'administration centrale ;
- permissions exceptionnelles prévues par les textes réglementaires ;
- notation des agents de service à l'exception des agents de catégorie A ;
- sanctions : limitées à l'avertissement et propositions pour toutes autres sanctions ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de l'archipel n'excédant pas six jours ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondants ;
- certificat de travail et attestation de salaires.

b) Gestion des crédits subdélégués :

- engagement, certification des services faits et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans la limite des crédits délégués ;
- réquisition de passages et de bagages ;
- remboursement des frais et états indemnitaires.

2 - Au titre de l'éducation pour la santé :

- promouvoir l'adoption de comportements sains par l'éducation ;
- mobiliser et former les intervenants clés professionnels et bénévoles susceptibles de promouvoir, relayer et diffuser l'éducation pour la santé auprès de la population ;
- susciter l'intérêt des populations vis-à-vis de leur capital santé par l'utilisation des différents moyens d'informations et de communications individuelles, collectives et médiatiques.

3 - Au titre de l'hygiène et de la salubrité publique :

- contribuer, en prenant en charge les aspects sanitaires, à l'étude et à la résolution des problèmes concernant l'eau, l'air, l'aménagement de l'espace, l'habitat et les constructions, les installations classées pour la protection de l'environnement, les établissements recevant du public, les ordures ménagères et déchets solides, les eaux usées, les produits et déchets infectieux, le bruit et les rayonnements ionisants ;
- contrôler l'hygiène des installations, locaux, équipements, moyens de transport et personnels servant à l'alimentation du public ;
- contrôler la salubrité et la valeur nutritive des denrées alimentaires proposées à la vente ou à la consommation du public, ainsi que des repas servis ;

- contrôler l'hygiène des personnels, des établissements et installations, et activités posant des problèmes de santé particuliers ;
- contrôler les soins de conservation, les mises en bière, les transports de corps, les exhumations, les réinhumations ;
- appliquer le règlement sanitaire international ainsi que le contrôle sanitaire aux frontières.

4 - Au titre de la protection maternelle :

- assurer l'éducation sexuelle par l'information et les consultations ;
- assurer les examens prénuptiaux ;
- assurer la protection des mères et futures mères par le biais :
 - des examens obligatoires ;
 - de l'éducation sanitaire,
- assurer la prise en charge de tous les états pathologiques liés à la grossesse, ne nécessitant pas une hospitalisation ;
- participer au dépistage des cancers féminins.

5 - Au titre de la protection infantile :

- assurer une action préventive par les vaccinations, les conseils diététiques et la surveillance de l'évolution staturo-pondérale et psychomotrice de l'enfant ;
- assurer une action curative par le traitement des affections courantes ne nécessitant pas d'hospitalisation ;
- participer aux différents organismes qui traitent des problèmes médico-sociaux de leur petite enfance ;
- assurer le dépistage, la cure ambulatoire et la rééducation des enfants, jusqu'à l'âge de la scolarisation obligatoire, présentant des déficits sensoriels moteurs ou mentaux, en vue d'une adaptation sociale et éducative dans leur milieu naturel et avec la participation de ceux-ci.

6 - Au titre de l'hygiène scolaire :

- tenir le carnet sanitaire individuel ;
- contrôler et réaliser l'exécution des vaccinations ;
- assurer les visites et dépistages systématiques ;
- assurer les visites d'aptitude ;
- assurer le dépistage des otites moyennes chroniques et leur suivi.

7 - Au titre de l'hygiène dentaire :

- assurer auprès des écoles maternelles et des établissements d'enseignement primaire :
 - l'éducation sanitaire bucco-dentaire ;
 - l'application des mesures d'hygiène et de prophylaxie dentaire ;
- les traitements conservatoires précoces systématiques des élèves ;
- les traitements à la demande de tous les enfants scolarisés.

8 - Au titre de l'hygiène mentale infanto-juvénile :

- prévenir, dépister et traiter toutes souffrances psycho-affectives et maladies psychiatriques de l'enfant de sa naissance à sa majorité et apporter un soutien psychologique à la famille.

9 - Au titre du service d'alcoologie et de toxicomanie :

- développer une activité de prévention par l'éducation et l'information tout public ;
- organiser une prise en charge médicale et psychologique spécifique pour ces malades ;
- assurer leur suivi en postcure ;
- contribuer à la réinsertion sociale et professionnelle des malades.

10 - Au titre de l'hygiène mentale adulte :

- assurer la prévention et le dépistage des maladies mentales ;
- assurer les soins curatifs et de postcure ;
- participer à l'insertion des inadaptés sociaux grâce à une action curative.

26 - Service du développement rural :

1 - Au titre de la direction :

a) Gestion du personnel :

- congés de toute nature à passer dans le territoire en coordination avec l'administration centrale ;
- permissions exceptionnelles prévues par les textes réglementaires ;
- notation des agents de service à l'exception des agents de catégorie A ;
- sanctions : limitées à l'avertissement et propositions pour toutes autres sanctions ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de l'archipel n'excédant pas six jours ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondants ;
- certificat de travail et attestation de salaires.

b) Gestion des crédits subdélégués :

- engagement, certification des services faits et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans la limite des crédits délégués ;
- réquisition de passages et de bagages ;
- remboursement des frais et états indemnitaires.

2 - Au titre des départements techniques :

- étudier les statistiques des productions et exploitations agricoles ;
- réaliser les projets d'aménagement et d'équipement rural pour le compte du territoire ;
- assurer la gestion administrative des domaines territoriaux affectés au service du développement rural ;
- mettre en œuvre les programmes de développement dans les filières de production végétale en relation avec les représentants professionnels agricoles ;
- assurer le suivi des filières de production végétale et aider à l'organisation de la production et des marchés pour la consommation locale et l'exportation ;
- assurer le suivi des filières animales ;
- assurer l'assistance vétérinaire aux éleveurs pour les animaux de rente en cas de carence du secteur privé ;
- réaliser les essais forestiers et espèces forestières ;
- assurer le suivi de la filière de production, d'exploitation et de commercialisation des bois locaux ;
- mettre en œuvre les moyens de protéger les végétaux contre les insectes et animaux parasites ou nuisibles, les parasites végétaux et les maladies des plantes ;
- assurer l'inspection phytosanitaire des importations et exportations des végétaux et produits végétaux, ainsi que tout transfert de végétaux et produits végétaux à l'intérieur du territoire ;
- mettre en œuvre les mesures permettant l'identification des organismes nuisibles ;
- mettre en œuvre les plans de lutte contre les ravageurs et les animaux parasites ou nuisibles en cas d'infestation du territoire ;
- participer aux actions d'animation qui concourent à l'amélioration de la salubrité des végétaux, des produits végétaux et à la valorisation de leur qualité ;
- contrôler, avec les responsables concernés, l'application du cahier des charges dans les exploitations agréées pour l'exportation des produits agricoles ;

- contrôler l'application, sur l'ensemble du territoire et aux frontières, les actions et les réglementations zoosanitaires et vétérinaires ;
 - assurer les mesures de police sanitaire telles qu'elles sont édictées par la réglementation en vigueur et les mesures relatives à la prophylaxie collective des maladies animales faisant l'objet d'une réglementation ;
 - assurer l'inspection sanitaire des établissements d'abattage, de transformation et de conditionnement ainsi que l'inspection sanitaire des denrées animales d'origine animale ;
 - assurer la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité contre les mauvais traitements, les utilisations abusives et les souffrances inutiles.
- 27 - *Service des postes et télécommunications* :
- constituer les dossiers d'agrément des installateurs admis en télécommunications ;
 - recevoir les plaintes liées à l'application de la réglementation en matière de postes et télécommunications.
- 28 - *Service du travail* : en attente.
- 29 - *Service de la perliculture* : en attente.
- 30 - *Service des affaires sociales* : en attente.
- 31 - *Service de l'éducation* : en attente.
- 32 - *Service de l'énergie et des mines* : en attente.
- 33 - *Service de la navigation et des affaires maritimes* : en attente.
- 34 - *Secrétariat général du gouvernement* : néant.
- 35 - *Inspection générale de l'administration territoriale* : néant.
- 36 - *Service des relations internationales* : néant.
- 37 - *Groupement d'interventions de la Polynésie française* : néant.
- 38 - *Service du protocole* : néant.
- 39 - *Service assistance et sécurité* : néant.
- 40 - *Délégation pour la promotion des investissements* : néant.
- 41 - *Service de la documentation* : néant.
- 42 - *Délégation de la Polynésie française à Paris* : néant.
- 43 - *Services des archives territoriales* : néant.
- 44 - *Service de la réglementation fiscale* : néant.
- 45 - *Service de la traduction et de l'interprétariat* : néant.
- 46 - *Service de l'imprimerie officielle* : néant.
- 47 - *Service de l'informatique* : néant.
- 48 - *Délégation générale à la protection sociale* : néant.
- 49 - *Délégation à la recherche* : néant.

ARRETE n° 626 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Sous-le-Vent.

NOR : AD40100809AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement son article 7 ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er. — Les subdivisions déconcentrées sont regroupées, dans l'archipel des îles Sous-le-Vent, autour :

- a) de la circonscription des îles Sous-le-Vent, pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : délégation au développement des communes, service des postes et télécommunications, service du tourisme, service des aménagements et des activités touristiques, service de l'artisanat traditionnel, service du contrôle des dépenses engagées, service des finances et de la comptabilité, service des affaires administratives, service du personnel et de la fonction publique, service des contributions, service des affaires économiques, service du commerce extérieur, service du plan et de la prévision économique, service du développement de l'industrie et des métiers, service pour l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles, service de la jeunesse et des sports, service des transports terrestres, et service de la culture et du patrimoine ;
- b) de la subdivision déconcentrée du service des affaires sociales pour la subdivision déconcentrée du service suivant : délégation à la condition féminine ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à l'action sociale" ;
- c) de la subdivision déconcentrée de la direction de l'équipement pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service des transports terrestres, service des transports maritimes et aériens, délégation à l'environnement et du service de l'urbanisme ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'équipement et de l'aménagement" ;

- d) de la subdivision déconcentrée de la direction de la santé pour les subdivisions déconcentrées du service suivant : délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à la santé" ;
- e) de la subdivision déconcentrée du service du développement rural pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service de la pêche et délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'agriculture, de la pêche et de la nature".

Les délégations précitées sont respectivement animées par les responsables des subdivisions déconcentrées auxquelles est confiée l'exécution des missions mentionnées par les conventions prévues à l'article 2 suivant.

Art. 2.— Les conventions (1) jointes en annexe au présent arrêté sont approuvées.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, le ministre de la solidarité et de la famille, le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, le ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports, le ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de la santé et de la recherche, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, le ministre de la pêche, le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Le vice-président,

*ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,*

Edouard FRITCH.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription
portuaire des îles du Vent,*
Georges PUCHON.

*Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,*
Lucette TAERO.

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Béatrice VERNAUDON.

*Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,*
Jonas TAHUAITU.

*Le ministre de la jeunesse, de l'insertion
sociale des jeunes et des sports,*
Reynald TEMARII.

*Le ministre du tourisme
et de l'artisanat,*
Nicole BOUTEAU.

*Le ministre de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

*Le ministre de la culture
et de l'enseignement supérieur,*
Louise PELTZER.

Le ministre de la pêche,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

Le ministre de l'environnement,
Lucie LUCAS.

Le ministre des transports,
Temaui FOSTER.

(1) Les conventions peuvent être consultées au S.A.D.A. (service de l'administration et du développement des archipels).

ARRETE n° 627 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier.

NOR : ADA0100810AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement son article 7 ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er. — Les subdivisions déconcentrées sont regroupées, dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier, autour :

- a) de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : délégation au développement des communes, service des postes et télécommunications, service du tourisme, service des aménagements et des activités touristiques, service de l'artisanat traditionnel, service du contrôle des dépenses engagées, service des finances et de la comptabilité, service des affaires administratives, service du personnel et de la fonction publique, service des contributions, service des affaires économiques, service du commerce extérieur, service du plan et de la prévision économique, service du développement de l'industrie et des métiers, service pour l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles, service de la jeunesse et des sports, service des transports terrestres, et service de la culture et du patrimoine ;
- b) de la subdivision déconcentrée du service des affaires sociales pour la subdivision déconcentrée du service suivant : délégation à la condition féminine ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à l'action sociale" ;
- c) de la subdivision déconcentrée de la direction de l'équipement pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service des transports terrestres, service des transports maritimes et aériens, délégation à l'environnement et du service de l'urbanisme ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'équipement et de l'aménagement" ;
- d) de la subdivision déconcentrée de la direction de la santé pour les subdivisions déconcentrées du service suivant : délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à la santé" ;
- e) de la subdivision déconcentrée du service du développement rural pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service de la pêche et délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'agriculture, de la pêche et de la nature".

Les délégations précitées sont respectivement animées par les responsables des subdivisions déconcentrées auxquelles est confiée l'exécution des missions mentionnées par les conventions prévues à l'article 2 suivant.

Art. 2. — Les conventions (1) jointes en annexe au présent arrêté sont approuvées.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le

ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, le ministre de la solidarité et de la famille, le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, le ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports, le ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de la santé et de la recherche, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, le ministre de la pêche, le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le vice-président,
ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription
portuaire des îles du Vent,*
Georges PUCHON.

*Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,*
Lucette TAERO.

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Béatrice VERNAUDON.

*Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,*
Jonas TAHUAITU.

*Le ministre de la jeunesse, de l'insertion
sociale des jeunes et des sports,*
Reynald TEMARII.

*Le ministre du tourisme
et de l'artisanat,*
Nicole BOUTEAU.

*Le ministre de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

*Le ministre de la culture
et de l'enseignement supérieur,*
Louise PELTZER.

Le ministre de la pêche,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

Le ministre de l'environnement,
Lucie LUCAS.

Le ministre des transports,
Temaui FOSTER.

(1) Les conventions peuvent être consultées au S.A.D.A. (service de l'administration et du développement des archipels).

ARRETE n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises.

NOR : ADA0100811AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement son article 7 ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les subdivisions déconcentrées sont regroupées, dans l'archipel des îles Marquises, autour :

a) de la circonscription des îles Marquises, pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : délégation au développement des communes, service des postes et télécommunications, service du tourisme, service des aménagements et des activités touristiques, service de l'artisanat traditionnel, service du contrôle des dépenses engagées, service des finances et de la comptabilité, service des affaires administratives, service du personnel

et de la fonction publique, service des contributions, service des affaires économiques, service du commerce extérieur, service du plan et de la prévision économique, service du développement de l'industrie et des métiers, service pour l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles, service de la jeunesse et des sports, service des transports terrestres, et service de la culture et du patrimoine ;

- b) de la subdivision déconcentrée du service des affaires sociales pour la subdivision déconcentrée du service suivant : délégation à la condition féminine ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à l'action sociale" ;
- c) de la subdivision déconcentrée de la direction de l'équipement pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service des transports terrestres, service des transports maritimes et aériens, délégation à l'environnement et du service de l'urbanisme ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'équipement et de l'aménagement" ;
- d) de la subdivision déconcentrée de la direction de la santé pour les subdivisions déconcentrées du service suivant : délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à la santé" ;
- e) de la subdivision déconcentrée du service du développement rural pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service de la pêche et délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'agriculture, de la pêche et de la nature".

Les délégations précitées sont respectivement animées par les responsables des subdivisions déconcentrées auxquelles est confiée l'exécution des missions mentionnées par les conventions prévues à l'article 2 suivant.

Art. 2.— Les conventions (1) jointes en annexe au présent arrêté sont approuvées.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, le ministre de la solidarité et de la famille, le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, le ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports, le ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de la santé et de la recherche, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, le ministre de la pêche, le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le vice-président,
ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription
portuaire des îles du Vent,*
Georges PUCHON.

*Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,*
Lucette TAERO.

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Béatrice VERNAUDON.

*Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,*
Jonas TAHUAITU.

*Le ministre de la jeunesse, de l'insertion
sociale des jeunes et des sports,*
Reynald TEMARII.

*Le ministre du tourisme
et de l'artisanat,*
Nicole BOUTEAU.

*Le ministre de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

*Le ministre de la culture
et de l'enseignement supérieur,*
Louise PELTZER.

Le ministre de la pêche,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

Le ministre de l'environnement,
Lucie LUCAS.

Le ministre des transports,
Temaui FOSTER.

ARRETE n° 629 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Australes.

NOR : ADA0100812AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement son article 7 ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les subdivisions déconcentrées sont regroupées, dans l'archipel des îles Australes, autour :

- a) de la circonscription des îles Australes, pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : délégation au développement des communes, service des postes et télécommunications, service du tourisme, service des aménagements et des activités touristiques, service de l'artisanat traditionnel, service du contrôle des dépenses engagées, service des finances et de la comptabilité, service des affaires administratives, service du personnel et de la fonction publique, service des contributions, service des affaires économiques, service du commerce extérieur, service du plan et de la prévision économique, service du développement de l'industrie et des métiers, service pour l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles, service de la jeunesse et des sports, service des transports terrestres, et service de la culture et du patrimoine ;
- b) de la subdivision déconcentrée du service des affaires sociales pour la subdivision déconcentrée du service suivant : délégation à la condition féminine ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à l'action sociale" ;
- c) de la subdivision déconcentrée de la direction de l'équipement pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service des transports terrestres, service des transports maritimes et aériens, délégation à l'environnement et du service de l'urbanisme ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'équipement et de l'aménagement" ;

- d) de la subdivision déconcentrée de la direction de la santé pour les subdivisions déconcentrées du service suivant : délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation à la santé" ;
- e) de la subdivision déconcentrée du service du développement rural pour les subdivisions déconcentrées des services suivants : service de la pêche et délégation à l'environnement ; le lien fonctionnel qui unit ces subdivisions déconcentrées est dénommé : "délégation de l'agriculture, de la pêche et de la nature".

Les délégations précitées sont respectivement animées par les responsables des subdivisions déconcentrées auxquelles est confiée l'exécution des missions mentionnées par les conventions prévues à l'article 2 suivant.

Art. 2.— Les conventions (1) jointes en annexe au présent arrêté sont approuvées.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, le ministre de la solidarité et de la famille, le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, le ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports, le ministre du tourisme et de l'artisanat, le ministre de la santé et de la recherche, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, le ministre de la pêche, le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le vice-président,
ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,
Edouard FRITCH.

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
Gaston TONG SANG.

Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription
portuaire des îles du Vent,
Georges PUCHON.

Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,
Lucette TAERO.

Le ministre de la solidarité
et de la famille,
Béatrice VERNAUDON.

Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,
Jonas TAHUAITU.

Le ministre de la jeunesse, de l'insertion
sociale des jeunes et des sports,
Reynald TEMARII.

Le ministre du tourisme
et de l'artisanat,
Nicole BOUTEAU.

Le ministre de la santé
et de la recherche,
Patrick HOWELL.

Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,
Patrick BORDET.

Le ministre de la culture
et de l'enseignement supérieur,
Louise PELTZER.

Le ministre de la pêche,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

Le ministre de l'environnement,
Lucie LUCAS.

Le ministre des transports,
Temaury FOSTER.

(1) Les conventions peuvent être consultées au S.A.D.A. (service de l'administration et du développement des archipels).

ARRETE n° 634 CM du 15 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 971 CM du 24 juillet 2000 autorisant la souscription de 17.000 actions émises par la société d'économie mixte locale "Tahiti Nui Rava'ai".

NOR: SFE010687AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la pêche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales associant la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-230 APF du 16 décembre 1999 modifiée approuvant le budget du territoire pour l'exercice 2000 ;

Vu la délibération n° 2000-57 APF du 25 mai 2000 portant création de la société d'économie mixte locale "Tahiti Nui Rava'ai" ;

Vu l'arrêté n° 971 CM du 24 juillet 2000 autorisant la souscription de 17.000 actions émises par la société d'économie mixte locale "Tahiti Nui Rava'ai" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 971 CM du 24 juillet 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"Est autorisée la souscription de 15.597 actions de 10.000 F CFP (*dix mille francs pacifiques*) chacune de valeur nominale, émises par la société "Tahiti Nui Rava'ai", société d'économie mixte locale au capital de 200.000.000 F CFP (*deux cent millions de francs pacifiques*) divisé en 20.000 actions de 10.000 F CFP (*dix mille francs pacifiques*) chacune."

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 971 CM du 24 juillet 2000 est remplacé par les dispositions suivantes :

"La dépense s'élève à 155.970.000 F CFP (*cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-dix mille francs pacifiques*) et sera libéré par tranches de 77.985.000 F CFP (*soixante-dix-sept millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille francs pacifiques*)."

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 971 CM du 24 juillet 2000 est remplacé par les dispositions suivantes :

"La dépense est imputable au budget d'investissement de la manière suivante :

- 85.000.000 F CFP (*quatre-vingt-cinq millions de francs pacifiques*) au chapitre 914, article 26, OP 94-1996 "Participation au capital des sociétés", AAP 180-2000 ;
- 70.970.000 F CFP (*soixante-dix millions neuf cent soixante-dix mille francs pacifiques*) au chapitre 914, article 26, OP 140-2000 "Participation au capital des sociétés", AAP 115.2001."

Art. 4.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, et le ministre de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de la pêche,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

ARRETE n° 637 CM du 15 mai 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Lionel Sanne pour le compte de la S.C.I. Puea, pour la construction d'un immeuble de logements et de bureaux à Papeete.

NOR : SAUD100682AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-73 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 25 janvier 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete en date du 7 mars 2001 (St n° 162/T DST-ETUD-PC) ;

Vu les accords de voisinage ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à la S.C.I. Puea pour la réalisation d'un immeuble de bureaux et de logements à Papeete, avenue du Prince-Hinoi, selon les dispositions du dossier enregistré le 9 mars 2001 sous le n° 00-61 COMAP.

Art. 2.— Ces dérogations portent sur les dispositions de l'article 9H du règlement d'urbanisme en secteur B et permettent les conditions d'implantation suivantes :

- par rapport à la limite nord (parcelle cadastrée n° 110) le retrait du bâtiment à 6 mètres, au lieu de 7 mètres, pour le respect de la règle $L = H - 4$ mètres ;
- par rapport à la limite ouest (parcelle n° 78), la construction en contiguïté sur une longueur de 15 mètres plus 8 mètres sur une hauteur de 15 mètres sans programme analogue sur le terrain voisin.

Art. 3.— Les dérogations accordées par le présent arrêté pourront être rapportées en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 638 CM du 15 mai 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à l'O.T.E.S.S.E. pour la réalisation d'un bâtiment destiné à recevoir 5 courts de "squash" à Pirae, stade de Fautaua.

NOR : SAU0100796AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-9 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 14 février 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 6 février 2001 (soit transmis n° 28-01/55) ;

Vu l'intérêt de regrouper sur un site unique les installations affectées à la pratique du squash et du tennis, notamment une meilleure utilisation des locaux sanitaires-vestiaires existants ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à l'O.T.E.S.S.E. pour la réalisation d'un bâtiment destiné à la pratique du squash à implanter dans l'enceinte du stade Fautaua à Pirae, selon

les dispositions du dossier établi par M. Mercier, architecte, enregistré sous la référence le n° 01-9 COMAP du 14 février 2001.

Art. 2.— Ces dérogations concernent les dispositions des articles 8H et 10H de la zone B, secteur d'habitat du plan d'urbanisme de 1965 et permettent respectivement :

- l'implantation du bâtiment sur l'emplacement du court de tennis actuel donnant sur la rue G.-Coppénrath au lieu de 5 mètres en retrait ;
- l'implantation du bâtiment en retrait de l'ordre de 2,10 mètres du bâtiment "Dojo" et à moins de 8 mètres du stade couvert et du club house du tennis de Fautaua, au lieu de 8 mètres entre constructions sur un même terrain.

Art. 3.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 4.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 639 CM du 15 mai 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Randy Vongue pour la construction d'une maison d'habitation à Arue, quartier Arahiri.

NOR : SAU0100797AG

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-22 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 18 avril 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arue ;

Vu l'accord du propriétaire de la maison existante voisine ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Randy Vongue pour la réalisation d'une maison d'habitation sur la parcelle cadastrée n° 162, section H, sise à Arue, quartier Arahiri, selon le dossier enregistré sous le n° 01-22 COMAP.

Art. 2.— La dérogation accordée porte sur l'article 10H du règlement d'urbanisme en secteur B' et permet la construction à une distance de 6 mètres de la maison existante voisine, mesurée de toiture à toiture, au lieu de 8 mètres.

Art. 3.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 4.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 640 CM du 15 mai 2001 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Lee Tam pour le compte de l'association de jeunesse de Pirae Uta pour la réalisation d'une maison de quartier dans le lotissement social Pirae Uta sis vallée de Titioro.

NOR : SAUD100798AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-13 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 14 février 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 5 février 2001 (lettre n° 24701-55) ;

Vu la demande et l'intérêt pour la population de Pirae de disposer d'une maison de quartier dans le bâtiment social Pirae Uta ;

Vu le faible taux actuel d'utilisation du parc de stationnement du lotissement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à l'association de jeunesse Pirae Uta dans le cadre de son projet de construction d'une maison de quartier à réaliser dans le lotissement social de Pirae Uta sis dans la vallée de Titioro, suivant les éléments du dossier de demande enregistré sous le n° 01-13 COMAP du 14 février 2001.

Art. 2.— Cette dérogation concerne les dispositions de l'article 7H du règlement d'urbanisme en matière de réserve de stationnement de véhicules compte tenu de la suppression de 6 places de stationnement de véhicules devant résulter de l'implantation du projet, sur une aire de parking destinée au lotissement de Pirae Uta.

Art. 3.— L'implantation du projet est à modifier de sorte que le bâtiment soit décalé vers le terrain de sport à hauteur des emplacements numérotés 28 à 31 désignés au plan d'implantation.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 641 CM du 15 mai 2001 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Albert Tauraatua pour la réalisation d'une maison d'habitation de type O.P.H. à Pirae.

NOR : SAU0100799AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-12 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 14 février 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 6 février 2001 (soit transmis n° 30-01/55) ;

Vu l'accord de voisinage ;

Considérant qu'une passerelle piétonne, en franchissement de rivière, située à proximité d'un chemin d'accès carrossable permet d'assurer une desserte satisfaisante du projet ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à M. Albert Tauraatua pour la réalisation d'un logement de type O.P.H. sur la parcelle cadastrée n° 161, section I à Pirae, suivant les dispositions du dossier enregistré sous le n° 01-12 COMAP du 14 février 2001.

Art. 2.— Ces dérogations visent les dispositions des articles 6H et 9H en zone B', secteur d'habitat du plan d'urbanisme de 1965 et autorisent respectivement :

- la desserte du projet à partir de la parcelle cadastrée n° 140 et par un ponceau de 1,50 mètre de largeur au lieu d'une voie de 6 mètres, étant précisé que le stationnement de véhicule est assuré sur la parcelle cadastrée n° 140, section I (en rive gauche) ;
- l'implantation du bâtiment en retrait de 1,50 mètre, mesurée à partir du débord de toit au lieu de 4 mètres vis-à-vis de la parcelle n° 160, section I, au vu de l'accord du propriétaire riverain concerné.

Art. 3.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 4.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 642 CM du 15 mai 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Alain Labaste pour la construction d'une maison d'habitation de type O.P.H. à Pirae.

NOR : SAU0100800AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-14 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 14 février 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 31 janvier 2001 (soit transmis n° 26-01/55) ;

Vu les accords de voisinage ;

Vu la configuration géométrique du terrain et les difficultés corrélatives d'y implanter une maison d'habitation de type O.P.H. ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à M. Alain Labaste en ce qui concerne le projet de construction d'un logement de type O.P.H. à réaliser sur le lot 1 du lotissement Tenaho suivant les dispositions du dossier enregistré sous la référence n° 01-14 COMAP.

Art. 2.— Ces dérogations portent sur les articles 8H et 9H en matière d'implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites des propriétés et permettent :

- l'implantation en retrait de 2,80 mètres au lieu de 5 mètres vis-à-vis de la voie du lotissement ;
- l'implantation en retrait de 2,70 mètres et 3,20 mètres en fonction du débord de toiture au lieu de 4 mètres vis-à-vis de la limite des parcelles riveraines en considérant les accords des propriétaires concernés.

Art. 3.— Les dérogations accordées par le présent arrêté pourront être rapportées en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 662 CM du 16 mai 2001 portant abrogation de l'arrêté du 23 juillet 1927 concernant le kava et publié au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie.

NOR : SDR0100789AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 206 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu le contrat de développement 2000-2003 et notamment en son article 6 : recherche - valorisation des substances naturelles, en l'occurrence kava, nono, tamanu, vanille, etc. ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre de la valorisation des substances naturelles en Polynésie française, programme qui fait partie du contrat de développement 2000-2003, l'arrêté du 23 juillet 1927 publié au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie le 1er août 1927 prohibant "la culture, la préparation, la détention, la circulation, la consommation, le don, l'échange ou la vente du kava aux Marquises", est abrogé.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

NOR : CMA0100726AC

Par arrêté n° 615 CM du 11 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-2001 CMA du 22 mars 2001 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999.

NOR : CMA0100728AC

Par arrêté n° 616 CM du 11 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-2001 CMA du 22 mars 2001 portant création d'un poste budgétaire au Centre des métiers d'art.

NOR : CMA0100729AC

Par arrêté n° 617 CM du 11 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-2001 CMA du 22 mars 2001 portant transformation d'un poste budgétaire au Centre des métiers d'art.

NOR : CMA0100730AC

Par arrêté n° 618 CM du 11 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-2001 CMA du 22 mars 2001 autorisant le reversement de congés payés à Mme Tahai Noni épouse Carini.

NOR : SJS0100569AC

Par arrêté n° 620 CM du 14 mai 2001.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention de deux millions neuf cent quatre-vingt-dix mille francs (2.990.000 F CFP) à l'association Aorai.

NOR : SJS0100677AC

Par arrêté n° 621 CM du 14 mai 2001.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention de trois cent mille francs (300.000 F CFP) à l'association Conseil du scoutisme polynésien.

NOR : SJS0100678AC

Par arrêté n° 622 CM du 14 mai 2001.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention de *deux millions de francs* (2.000.000 F CFP) à l'association "Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France".

NOR : IME0100765AC

Par arrêté n° 623 CM du 15 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-2001 IME du 19 avril 2001 adoptant la décision modificative n° 1 du budget de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea-Tearama" comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes	336.997.798	6.222.000	343.219.798
Dépenses	336.462.086	24.062.852	<u>360.524.938</u>
Variation du fonds de roulement			- 17.305.140

NOR : IME0100764AC

Par arrêté n° 624 CM du 15 mai 2001.— Sont approuvées les orientations adoptées par le conseil d'administration de l'I.M.E. "Raimanutea-Tearama" par délibération n° 4-2001 IME du 19 avril 2001.

NOR : PAP0100790AC

Par arrêté n° 630 CM du 15 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 14-2001 du 20 avril 2001 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant approbation du compte financier 2000 du port autonome de Papeete et affectation du résultat. L'exécution finale du budget 2000 est arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de 2.902.067.142 F CFP.

NOR : PAP0100792AC

Par arrêté n° 631 CM du 15 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 19-2001 du 20 avril 2001 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant prise en charge des frais de déplacement et des indemnités journalières occasionnés lors de l'envoi en mission en France de MM. Viri Teiva et Utakio Ragivaru en vue de la réception et du convoyage du remorqueur Aito Nui jusqu'à Papeete.

NOR : PAP0100793AC

Par arrêté n° 632 CM du 15 mai 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 20-2001 du 20 avril 2001 du conseil d'administration du port autonome de Papeete relative au paiement de l'indemnité capital retraite de M. Jean-Christophe Bouissou.

NOR : FCC0100794AC

Par arrêté n° 635 CM du 15 mai 2001.— L'arrêté n° 83 CM du 19 janvier 2001 portant annulation des reliquats d'autorisations de programme subsistant sur les opérations d'investissement terminées de l'exercice 2000 est rapporté.

NOR : AFD0100692AC

Par arrêté n° 645 CM du 16 mai 2001.— Les dispositions de l'arrêté n° 1257 CM du 29 novembre 1990 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, à Uturoa (Raïatea) au profit de Mme Irmine Moea Tetuanui, sont annulées.

L'intéressée qui n'a jamais réalisé les travaux pour lesquels l'autorisation sus-citée avait été accordée est dispensée du paiement des redevances pour la période concernée par l'autorisation.

NOR : AFD0100723AC

Par arrêté n° 646 CM du 16 mai 2001.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Jimmy Mahina Ellis, l'autorisation d'occupation temporaire de 2 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 10 hectares, sis au droit de la terre Oaouia Ogaku à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exercice des activités ci-après :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de 200 m x 1 m et l'élevage de la nacre (5 hectares), à environ 2.960 mètres du rivage ;
- la ferme perlière (5 hectares), à environ 2.057 mètres du rivage.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, fixée à 105.000 F CFP, est réduite à 52.500 F CFP les cinq premières années.

NOR : AFS0100701AC

Par arrêté n° 647 CM du 16 mai 2001.— L'arrêté n° 1583 CM du 17 novembre modifié portant désignation des membres du comité de gestion du régime de solidarité territorial est modifié comme suit :

Représentants des salariés

Au lieu de :

- titulaire : Eugène Tetuanui ;
- suppléant : Laurent Tarahu.

Lire :

- titulaire : Françoise Tama ;
- suppléante : Ramona Putoa.

C.S.I.P.

Le reste sans changement.

NOR : TMA0100742AC

Par arrêté n° 649 CM du 16 mai 2001.— Sont abrogés les arrêtés :

- n° 724 CM du 28 juillet 1994 (licence d'armateur), n° 1388 CM du 30 décembre 1994, n° 564 CM du 29 mai 1995 et n° 1426 CM du 28 décembre 1995 (modifications de licence) ;
- n° 1426 CM du 28 décembre 1995 (modification de licence) ;
- n° 458 CM et n° 459 CM du 7 mai 1996 (gazole et huiles lubrifiantes).

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT
ET DES MINISTRES**

PRESIDENCE

Par arrêté n° 624 PR du 16 mai 2001.— Il est accordé, à M. Toni Tereino, R.C. 15172 A, n° Tahiti 158204, une sub-

vention de deux millions de francs pacifiques (2.000.000 F CFP) pour des travaux complémentaires à l'hébergement touristique dénommé "Pension Leydj Kenata" à Hakahau, île de Ua Pou, archipel des Marquises, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter de la notification de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget du territoire, sous-chapitre de ventilation 914, opération 315-91, article 130, AAP 211-2000. La totalité de la somme sera versée en une fois, sur le compte ouvert au nom de "Ent. Leydj Kenata" de la banque Socrédo.

Par arrêté n° 625 PR du 16 mai 2001.— Il est accordé, à M. Nelson Tavaearii, R.C. 31.799 A, n° Tahiti 465.492, une subvention de cinq cent mille francs pacifiques (500.000 F CFP) pour la création d'une pension de famille dénommée "Pension Linda et Nelson" à Rairua, île de Raivavae, archipel des Australes, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter de la notification de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget du territoire, sous-chapitre de ventilation 914, opération 315-91, article 130, AAP 211-2000. La totalité de la somme sera versée en une fois, sur le compte ouvert au nom de "Pension Linda et Nelson" du centre de chèques postaux.

**MINISTRE DES FINANCES
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

ARRETE n° 1834 MFR du 17 mai 2001 portant suppression de la régie de recettes au service de la documentation de la présidence du gouvernement.

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'instruction de janvier 1975 de la direction de la comptabilité publique sur les régies d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 1215 CM du 7 janvier 1991 ;

Vu l'arrêté n° 928 MFR du 22 février 2000 instituant la régie ;

Vu l'arrêté n° 863 MFR du 22 février 2000 nommant les régisseurs ;

Vu la demande n° 16-01 SDOC du 15 février 2001 du chef du service de la documentation par intérim ;

Vu l'avis conforme du payeur du territoire en date du 20 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— La régie de recettes du service de la documentation de la présidence du gouvernement instituée par arrêté n° 928 MFR du 22 février 2000 est supprimée.

Art. 2.— Il est mis fin aux fonctions des régisseurs nommés par arrêté n° 863 MFR du 22 février 2000.

Art. 3.— Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié au service intéressé.

Fait à Papeete, le 17 mai 2001.
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1835 MFR du 17 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 7667 MFR du 23 décembre 1999 portant nomination des régisseurs de la régie du service du développement rural.

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'instruction de janvier 1975 de la direction de la comptabilité publique sur les régies d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté n° 882 MFR du 9 mars 1992 créant la régie de recettes du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 7667 MFR du 23 décembre 1999 portant nomination des régisseurs du service du développement rural ;

Vu la lettre n° 1005 DR/PEF/MAG du 29 mars 2001 ;

Vu l'avis conforme du payeur du territoire en date du 20 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 3, 4, 8, 9 et 10 de l'arrêté n° 7667 MFR du 23 décembre 1999 sont modifiés comme suit :

Lire : "M. Paul Pierre Nautre, agent contractuel CC5, groupe 4 et M. Ignace Mataiki..."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française et sera notifié aux intéressés.

Art. 3.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mai 2001.
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1836 MFR du 17 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 6238 MFR du 28 octobre 1999 portant création d'une régie de recettes au service Groupement d'interventions de la Polynésie Te Toa Arai (Papeete).

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-183 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 98-54 APF du 20 mai 1998 portant création du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie française Te Toa Arai" ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'instruction de janvier 1975 de la direction de la comptabilité publique sur les régies d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 1173 CM du 4 septembre 1998 portant organisation et fonctionnement du service "G.I.P. Te Toa Arai" ;

Vu l'arrêté n° 936 CM du 10 juillet 1998 nommant M. Léonard Puputauki, chef du service "G.I.P. Te Toa Arai" ;

Vu l'arrêté n° 1087 CM du 5 août 1999 fixant les tarifs de stationnement applicables aux parcs publics gardés du domaine du territoire ;

Vu l'arrêté n° 6238 MFR du 28 octobre 1999 créant la régie de recettes au G.I.P. ;

Vu l'arrêté n° 6239 MFR du 12 mai 2000 ;

Vu l'arrêté n° 1270 CM du 16 septembre 1999 portant affectation d'une parcelle de terre sise commune de Papeete au profit du service Groupement d'interventions de la Polynésie ;

Vu la lettre n° 593-07-00 LC/PR du 27 juillet 2000 du Président du gouvernement ;

Vu la lettre n° 412-12-00 PR du 15 décembre 2000 du Président du gouvernement ;

Vu l'avis conforme du payeur du territoire en date du 20 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 6238 MFR du 28 octobre 1999 est complété comme suit :

« encaissement des montants d'amodiation et des charges correspondant aux concessions d'occupation des espaces appartenant au domaine public du territoire et gérés par ce service. »

Le reste sans changement.

Art. 2.— L'article 9 de l'arrêté n° 6238 MFR du 28 octobre 1999 est modifié comme suit :

Au lieu de : Le montant maximum de l'encaisse...est fixé à 3.000.000 F CFP ;

Lire : Le montant maximum de l'encaisse...est fixé à 5.000.000 F CFP.

Art. 3.— L'article 2 de l'arrêté n° 6239 MFR du 12 mai 2000 est modifié comme suit :

Au lieu de : M. Bouissou devra verser le montant du cautionnement fixé à 454.800 F CFP ;

Lire : Le montant de cautionnement à 545.760 F CFP ou 30.000 FF.

Art. 4.— L'article 10 de l'arrêté n° 6238 MFR du 28 octobre 1999 est complété comme suit :

« Toutefois, concernant le paiement des prestations citées à l'article 1er du présent arrêté, les amodiataires devront se libérer par chèques libellés à l'ordre du payeur du territoire et adressés chaque jour sous bordereau au payeur du territoire. »

Art. 5.— Les arrêtés n° 2589 MFR du 12 mai 2000 et n° 6239 MFR du 12 mai 2000 sont abrogés.

Art. 6.— Le présent arrêté prend effet à compter de sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 7.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 17 mai 2001.
Patrick PEAUCELLIER.

Par arrêté n° 620 PR du 16 mai 2001.— M. Teissier Alexandre, agent de 3e catégorie, est intégré dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française au grade d'agent technique, au service des ressources marines, à compter du 1er janvier 2001.

Un arrêté individuel précisera pour l'agent précité, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 621 PR du 16 mai 2001.— M. Puputauki-Martin Alfred, agent de 2e catégorie, est intégré dans le cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au grade de rédacteur chef, au service des ressources marines, à compter du 1er avril 2000.

Un arrêté individuel précisera pour l'agent précité, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 622 PR du 16 mai 2001.— Les agents de 5e catégorie ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française :

- M. Lachaux Olivier, agent technique, à la direction de l'équipement, à compter 15 janvier 1998 ;
- M. Utia Ari, agent technique, à la direction de l'équipement, à compter du 29 août 1997.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 1781 MFR du 16 mai 2001.— Est accepté le don au centre de transfusion sanguine de Papeete d'un séparateur de cellules MCS3p (n° 94B098) par la société Haemonetics France.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME**

ARRETE n° 874 MAA.AU.ISLV du 4 mai 2001 autorisant la modification du nombre de lots du lotissement "Raimoana" sur la terre Faarooie, sise à Avera, commune de Taputapuataea, île de Raiatea.

Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 448 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 5249 MAA du 1er septembre 2000 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée portant code de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1394 MAE du 5 avril 1994 autorisant la réalisation d'un lotissement dénommé "Raimoana" par M. Raimoana Jean Julien Mugnier, sur une parcelle de la terre Faarooie, sise à Avera, commune de Taputapuatea, île de Raiatea ;

Vu le certificat de conformité du lotissement, n° 356 MAE.AU.ISLV du 1er mars 1995 ;

Vu la demande d'agrément en vue de la division du lot 3 du lotissement "Raimoana" formulée par M. Jean Julien Mugnier le 16 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean Julien Mugnier est autorisé à modifier le nombre de lots du lotissement "Raimoana" sur une parcelle dépendant des terres Oromoa et Paraupahu-Faarooie, sises à Avera, commune de Taputapuatea.

Cette modification consiste à morceler le lot 3 de 1.415 mètres carrés en deux lots distincts, l'un dénommé lot 3a d'une superficie de 707 mètres carrés et l'autre dénommé lot 3b d'une superficie de 708 mètres carrés. Ces lots sont destinés à la construction de maisons d'habitation à caractère résidentiel.

La division du lot 3 porte le lotissement "Raimoana" à 19 lots.

Art. 2.— Le dossier de modification déposé à la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Sous-le-Vent est composé d'un plan de situation (échelle : 1/5000e) et d'un plan de division du lot 3 (échelle : 1/500e).

Art. 3.— Voirie - Assainissement des eaux pluviales

La voirie devra être prolongée de manière à permettre un accès correct du lot 3b et devra être exécutée suivant les règles de l'art.

En particulier, le revêtement devra avoir une bonne tenue aux intempéries et dans le temps.

Le recueil et l'évacuation des eaux pluviales devront être effectués sans gêne pour les propriétés riveraines.

Art. 4.— Eau potable

La mise en place d'une adduction d'eau potable en quantité suffisante sera prévue pour les lots 3a et 3b.

Art. 5.— Réseau incendie

Le lotissement devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar.

La position de ce poteau d'incendie ne devra pas être distante de plus de 150 mètres de la construction projetée sur le lot 3b.

Art. 6.— Réseaux électriques et téléphoniques

Les réseaux électriques et téléphoniques seront prolongés de manière à desservir le lot 3b.

Ils seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique.

Art. 7.— Cahier des charges

Le cahier des charges définitif devra tenir compte de la division du lot 3 en 2 lots distincts : le lot 3a et le lot 3b.

Art. 8.— Délai de validité

La présente autorisation deviendra caduque si les travaux de réalisation ne sont pas commencés dans un délai de 2 ans à compter de la notification.

Le délai d'achèvement est fixé à 3 ans à compter de la notification de l'autorisation.

Art. 9.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Uturoa, le 4 mai 2001.

Pour le ministre et par délégation :
K. YU TSUEN-FOURNIER.

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,
DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,
DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION
PORTUAIRE DES ILES DU VENT**

Par arrêté n° 1833 MEC du 17 mai 2001.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les personnes désignées ci-après bénéficient de la prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise :

Dénomination des bénéficiaires	N° RC	N° Tahiti	Montant de prise en charge des frais de stage (en F CFP)
Gfeller Thiky	36.395 A	536.540	20.000
Bonno Teva	36.821 A	545.038	20.000
Gallet Andy.S.A.R.L. AG Automobiles.....	7.694 B	546.002	20.000
Van Sam Richard	36.979 A	548.495	20.000
Tchen Mouck Engelbert	37.043 A	550.053	20.000
Teikupuni Olga	37.045 A	549.907	20.000
Horoi Tuarii	35.645 A	520.601	20.000
Wang Soi Pan Ginette	36.597 A	540.567	20.000

Les frais de stage qui s'élèvent à cent soixante mille francs CFP (160.000 F CFP) sont à imputer au budget général du territoire, en section investissements, AP 211-1995, AAP 99-1998, article 30, aides financières à la création ou au développement d'entreprises, et à verser en une fois sur le compte de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ouvert dans les livres de la banque de Polynésie.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Par arrêté n° 1637 MEF du 11 mai 2001.— L'identité du service conducteur d'opération mentionnée sur la liste des bénéficiaires du dispositif (C.D.R.) établie à l'article 1er de l'arrêté n° 7280 MEF du 29 novembre 2000 modifié sur les communes de Moorea, est modifiée comme suit :

Entité d'accueil : Ecole primaire de Afareaitu.

Le reste demeure sans changement.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS PORTUAIRES

Par arrêté n° 1619 MEQ du 11 mai 2001.— Les indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD144 et AD145 (plan 40) nécessaires au projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea sont déconsignées et versées au compte bancaire de M. Jean-François Laporte et Mlle Chantal Laporte, mandataires également de MM. Bernard et Pascal Laporte, suivant le tableau ci-après :

Plan.	Cad.	Indemnités consignées en F CFP	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
40	AD144 AD145	10.190.400	10.190.400	Succession Henri Laporte : 1 - M. Jean-François Laporte 2 - Mlle Chantal Laporte 3 - M. Bernard Laporte 4 - M. Pascal Laporte

Par arrêté n° 1646 MEQ du 14 mai 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Hauverovero lot 3 et lot 1 nécessaire aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara est déconsignée et versée sur le compte bancaire de M. Wilfrid Hamblin, mandataire de certains de ses frères et sœurs, conformément au tableau ci-après :

N° de plan	Nom de la terre et superficie	Noms des propriétaires	Indemnités consignées en F CFP	Indemnités à déconsigner en F CFP
15	Hauverovero lot 3 : 475 m2	Succession de Mme Elisabeth Hareuta épouse Hamblin ; - Héritiers de Henri Hiapo Hamblin : 1 - M. Wilfrid Hamblin, man- dataire également de : - M. Jean-Pierre Hamblin - Mme Jeanne Hamblin - Mme Louissette Hamblin - Mme Chantal Hamblin - M. John Hamblin	950.000	135.714
6	Hauverovero lot 1 : 1.581 m2	Succession de Mme Elisabeth Hareuta épouse Hamblin ; - Héritiers de Henri Hiapo Hamblin : 1 - M. Wilfrid Hamblin, man- dataire également de : - M. Jean-Pierre Hamblin - Mme Jeanne Hamblin - Mme Louissette Hamblin - Mme Chantal Hamblin - M. John Hamblin	2.371.500	67.758

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 1795 MSR/Santé du 16 mai 2001.— Mme Véronique Hunter est autorisée à ouvrir une garderie préscolaire sise à Moorea-Maiao dénommée "Garderie Tama Aimeo".

Mme Véronique Hunter est agréée en qualité de responsable chargée de la direction de cet établissement.

Le nombre maximal d'enfants admis dans l'établissement est fixé à 18 enfants.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Par arrêté n° 1678 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de quatre-vingt-dix mille cent vingt-cinq francs CFP (90.125 F CFP), est attribuée à M. Sam You Terii, né le 31 janvier 1957 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 998 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 18.025 kilogrammes ;
- Aide : 90.125 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1679 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de vingt-neuf mille sept cent cinquante francs CFP (29.750 F CFP), est attribuée à Mlle Taataroa Annette, née le 10 décembre 1972 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 563 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 5.950 kilogrammes ;
- Aide : 29.750 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1680 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quatorze mille cinq cents francs CFP* (14.500 F CFP), est attribuée à M. Tahiaata Adrien, né le 22 février 1973 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2619 du 8 septembre 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 2.900 kilogrammes ;
- Aide : 14.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1681 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente-trois mille francs CFP* (33.000 F CFP), est attribuée à M. Tahuhuatama Constantino Teva, né le 2 avril 1966 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2418 du 15 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 6.600 kilogrammes ;
- Aide : 33.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1682 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente-six mille huit cent soixante-quinze francs CFP* (36.875 F CFP), est attribuée à Mlle Tamarono Uraheiaata Violette, née le 9 février 1967 à Papeete, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 804 du 8 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 7.375 kilogrammes ;
- Aide : 36.875 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1683 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *dix-huit mille cinq cents francs CFP* (18.500 F CFP), est attribuée à

Mlle Tanepau Mira, née le 21 octobre 1957 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 567 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 3.700 kilogrammes ;
- Aide : 18.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1684 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt-six mille sept cent cinquante francs CFP* (26.750 F CFP), est attribuée à M. Taroaitheihai Charles, né le 20 décembre 1973 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 585 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 5.350 kilogrammes ;
- Aide : 26.750 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1685 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *cinquante-cinq mille cinq cents francs CFP* (55.500 F CFP), est attribuée à M. Taroaitheihai Terau, né le 26 janvier 1958 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 569 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 11.100 kilogrammes ;
- Aide : 55.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1686 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quatorze mille deux cent cinquante francs CFP* (14.250 F CFP), est attribuée à Mlle Taroaitheihai Virginia, née le 26 octobre 1977 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 979 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 2.850 kilogrammes ;
- Aide : 14.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1687 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente-sept mille trois cent soixante-quinze francs CFP* (37.375 F CFP), est attribuée à Mme Taroaithehai Gladys épouse Viriamu, née le 5 juillet 1975 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 795 du 8 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 7.475 kilogrammes ;
- Aide : 37.375 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1688 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt-huit mille cent vingt-cinq francs CFP* (28.125 F CFP), est attribuée à Mme Kainuku Poema épouse Opuu, née le 23 juin 1962 à Makatea, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 1795 du 30 mars 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 5.625 kilogrammes ;
- Aide : 28.125 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1689 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente-trois mille deux cent cinquante francs CFP* (33.250 F CFP), est attribuée à Mme Roomataaroa Marcelle épouse Mahaa, née le 18 mars 1941 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2334 du 9 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 6.650 kilogrammes ;
- Aide : 33.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1690 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *cinquante-six mille cent vingt-cinq francs CFP* (56.125 F CFP), est attribuée à M. Matamaki-Pirato Epiphanie, né le 3 janvier 1982 à Papeete, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2629 du 8 septembre 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 11.225 kilogrammes ;
- Aide : 56.125 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1691 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt-huit mille deux cent cinquante francs CFP* (28.250 F CFP), est attribuée à M. Roomataaroa Roméo Taiau, né le 27 août 1974 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2272 du 23 juillet 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 5.650 kilogrammes ;
- Aide : 28.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1692 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente et un mille deux cent cinquante francs CFP* (31.250 F CFP), est attribuée à M. Roomataaroa Philippe, né le 8 octobre 1979 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2407 du 15 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 6.250 kilogrammes ;
- Aide : 31.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1693 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *cent un mille francs CFP* (101.000 F CFP), est attribuée à M. Roomataaroa Joseph, né le 12 mai 1970 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 584 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 20.200 kilogrammes ;
- Aide : 101.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1694 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *cent cinquante-sept mille francs CFP* (157.000 F CFP), est attribuée à Mme Pirato Linette épouse Taroaitenhahi, née le 6 janvier 1957 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 568 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 31.400 kilogrammes ;
- Aide : 157.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1695 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *cent trente-quatre mille francs CFP* (134.000 F CFP), est attribuée à M. Moe Heifara Eric, né le 10 juin 1976 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 1850 du 7 juin 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 26.800 kilogrammes ;
- Aide : 134.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1696 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *seize mille cinq cents francs CFP* (16.500 F CFP), est attribuée à M. Nauta Noris, né le 19 février 1954 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 559 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 3.300 kilogrammes ;
- Aide : 16.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1697 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *seize mille cent vingt-cinq francs CFP* (16.125 F CFP), est attribuée à M. Pirato Charles, né le 26 janvier 1954 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 582 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 3.225 kilogrammes ;
- Aide : 16.125 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1698 MAG du 14 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quarante-trois mille francs CFP* (43.000 F CFP), est attribuée à Mme Pirato Tihina épouse Hauata, née le 26 avril 1958 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 985 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 8.600 kilogrammes ;
- Aide : 43.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1720 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quarante-sept mille six cent vingt-cinq francs CFP* (47.625 F CFP), est attribuée à M. Ebb Jérôme, né le 21 décembre 1969 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2411 du 15 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 9.525 kilogrammes ;
- Aide : 47.625 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1721 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *neuf mille deux cent cinquante francs CFP* (9.250 F CFP), est attribuée à Mme Ebb Tamara épouse Tere, née le 9 octobre 1958 à Makatea, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 982 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 1.850 kilogrammes ;
- Aide : 9.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1722 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *dix-neuf mille cinq cents francs CFP* (19.500 F CFP), est attribuée à M. Faana Taputumauritara Francis, né le 23 octobre 1955 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 813 du 8 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 3.900 kilogrammes ;
- Aide : 19.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1723 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quarante-deux mille francs CFP* (42.000 F CFP), est attribuée à M. Harevaa Guillaume Apiatara, né le 25 juin 1937 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 1458 du 8 février 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 8.400 kilogrammes ;
- Aide : 42.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1724 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente-six mille deux cent cinquante francs CFP* (36.250 F CFP), est attribuée à M. Harevaa Temai, né le 9 février 1961 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2421 du 15 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 7.250 kilogrammes ;
- Aide : 36.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1725 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quinze mille francs CFP* (15.000 F CFP), est attribuée à Mlle Harua Belança, née le 1er décembre 1971 à Papeete, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2342 du 8 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 3.000 kilogrammes ;
- Aide : 15.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1726 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *seize mille trois cent soixante-quinze francs CFP* (16.375 F CFP), est attribuée à Mlle Harua Lélia, née le 21 août 1967 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 811 du 8 novembre 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 3.275 kilogrammes ;
- Aide : 16.375 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1727 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *huit mille trois cent soixante-quinze francs CFP* (8.375 F CFP), est attribuée à M. Hauata Ernest, né le 6 septembre 1945 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 951 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 1.675 kilogrammes ;
- Aide : 8.375 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1729 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *cinq mille trois cent soixante-quinze francs CFP* (5.375 F CFP), est attribué à M. Hauata Maurice, né le 21 septembre 1948 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 952 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 1.075 kilogrammes ;
- Aide : 5.375 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1730 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt-six mille cinq cent francs CFP* (26.500 F CFP), est attribuée à M. Hauata Tema Patrice, né le 25 avril 1968 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 988 du 22 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 5.300 kilogrammes ;
- Aide : 26.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1731 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quatorze mille francs CFP* (14.000 F CFP), est attribuée à Mlle Hauata épouse Ebb Juliette, née le 2 mars 1962 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 1843 du 2 mai 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 2.800 kilogrammes ;
- Aide : 14.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1732 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt-deux mille trois cent soixante-quinze francs CFP* (22.375 F CFP), est attribuée à Mme Hauata Trostine épouse Pirato, née le 23 mai 1953 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 561 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 4.475 kilogrammes ;
- Aide : 22.375 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1733 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *trente et un mille cinq cents francs CFP* (31.500 F CFP), est attribuée à Mme Hauata-Tahiata Florence épouse Roo, née le 13 mars 1946 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 806.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 6.300 kilogrammes ;
- Aide : 31.500 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1734 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *soixante mille francs CFP* (60.000 F CFP), est attribuée à M. Haupuni Claude, né le 9 janvier 1956 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2419 du 15 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 12.000 kilogrammes ;
- Aide : 60.000 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1735 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *soixante-treize mille six cent vingt-cinq francs CFP* (73.625 F CFP), est attribuée à M. Haupuni Haatuparepare, né le 2 octobre 1945 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 557 du 15 novembre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 14.725 kilogrammes ;
- Aide : 73.625 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1736 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt-sept mille deux cent cinquante francs CFP* (27.250 F CFP), est attribuée à M. Haupuni Stéphane Haatu, né le 26 juin 1974 à Tubuai, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 579 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 5.450 kilogrammes ;
- Aide : 27.250 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1737 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *vingt et un mille six cent vingt-cinq francs CFP* (21.625 F CFP), est attribuée à Mlle Hoffmann Imera Sylvie, née le 19 octobre 1968 à Tubuai, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 2340 du 9 août 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 4.325 kilogrammes ;
- Aide : 21.625 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1738 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *dix mille sept cent cinquante francs CFP* (10.750 F CFP), est attribuée à Mme Iotua épouse Tupea Annick, née le 4 janvier 1960 à Papeete, exploitante agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 573 du 21 octobre 1999.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 2.150 kilogrammes ;
- Aide : 10.750 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1739 MAG du 15 mai 2001.— Une aide à la production de pomme de terre (titre VIII de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000), d'un montant de *quarante-neuf mille huit cent soixante-quinze francs CFP* (49.875 F CFP), est attribuée à M. Kainuku Léopold, né le 20 mars 1966 à Makatea, exploitant agricole à Tubuai, carte C.A.P.L. n° 1459 du 8 février 2000.

L'aide à la production de pomme de terre est de 5 F/kg de pomme de terre vendu, soit une aide globale pour la récolte 2000 de pomme de terre de :

- Poids vendu de pomme de terre : 9.975 kilogrammes ;
- Aide : 49.875 F CFP.

La dotation est versée en une seule fois sur le compte du bénéficiaire mentionné ci-dessus, sur présentation d'un décompte établi par le service du développement rural en fin de campagne.

L'aide à la production de pomme de terre n'est accordée qu'une seule fois par campagne de récolte de référence, toute vente de pomme de terre de la récolte de l'année 2000 ultérieure à la date de signature du présent arrêté ne pourra entraîner aucune régulation de l'aide accordée.

Les pommes de terre de la récolte 1999 sont exclues du champ d'application de cette aide.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage peut exiger le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté en cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention, ou dans la production des pièces justificatives contenues dans ce dossier.

Par arrêté n° 1740 MAG du 15 mai 2001.— A compter de l'adoption du présent arrêté, l'agrément 1019 PF est délivré à l'établissement Tahiti Island Fish pour l'exportation vers l'Union européenne de poisson frais entier et sous forme de filets.

Cet agrément est délivré pour quatre années, renouvelable sur demande, et sous réserve que l'établissement se conforme à l'arrêté n° 1507 CM du 24 novembre 1998 fixant les règles sanitaires applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Par délibération en date du 23 janvier 2001, le Conseil supérieur de l'audiovisuel approuve l'avenant n° 4 à la convention conclue le 7 juin 1994 entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société Canal Polynésie, d'autre part.

ANNEXE I

AVENANT N° 4 A LA CONVENTION DU 7 JUIN 1994 ENTRE LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL AGISSANT AU NOM DE L'ETAT, D'UNE PART, ET LA SOCIETE CANAL POLYNESIE, D'AUTRE PART

Entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société Canal Polynésie, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le titre IV et les articles 5, 6, 7, 8 et 9 de la convention susmentionnée sont supprimés et remplacés par les stipulations suivantes :

"IV. - Obligations générales et déontologiques

Art. 5.— La société est responsable du contenu des émissions qu'elle programme.

Dans le respect des principes constitutionnels de liberté d'expression et de communication et de l'indépendance éditoriale de la société, celle-ci veille au respect des principes énoncés aux articles suivants.

Art. 6.— Pluralisme de l'expression des courants de pensée et d'opinion

La société assure le pluralisme de l'expression des courants de pensée et d'opinion, notamment dans le cadre des recommandations formulées par le CSA.

Elle s'efforce de respecter ce pluralisme dans des conditions de programmation comparables.

Les journalistes, présentateurs, animateurs ou collaborateurs d'antenne veillent à respecter une présentation honnête des questions prêtant à controverse et à assurer l'expression des différents points de vue.

Art. 7.— Vie publique

1° Dans le respect du droit à l'information, la diffusion d'émissions, d'images, de propos ou de documents relatifs à des procédures judiciaires ou à des faits susceptibles de donner lieu à une information judiciaire nécessite qu'une attention particulière soit apportée, d'une part, au respect de la présomption d'innocence, c'est-à-dire qu'une personne non encore jugée ne soit pas présentée comme coupable, d'autre part, au secret de la vie privée et, enfin, à l'anonymat des mineurs délinquants.

La société veille, dans la présentation des décisions de justice, à ce que ne soient pas commentées les décisions juridictionnelles dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance.

Lorsqu'une procédure judiciaire en cours est évoquée à l'antenne, la société doit veiller à ce que :

- l'affaire soit traitée avec mesure, rigueur et honnêteté ;
- l'émission ne se substitue pas à l'instruction en cours et ne trouble pas le déroulement normal de la justice ;
- le pluralisme soit assuré par la présentation des différentes thèses en présence ;

2° La société veille dans ses émissions :

- à ne pas inciter à des pratiques ou comportements délinquants ou inciviques ;
- à respecter les différentes sensibilités politiques, culturelles et religieuses du public ;
- à ne pas encourager des comportements discriminatoires en raison de la race, du sexe, de la religion ou de la nationalité ;
- à promouvoir les valeurs d'intégration et de solidarité qui sont celles de la République ;
- à prendre en compte dans la représentation à l'antenne la diversité des origines et des cultures de la communauté nationale.

Art. 8.— Droits de la personne

1° La société respecte les droits de la personne relatifs à sa vie privée, son image, son honneur et sa réputation tels qu'ils sont reconnus par la loi et la jurisprudence.

Elle veille à ce qu'il soit fait preuve de retenue dans la diffusion d'images ou de témoignages susceptibles d'humilier les personnes et à ce que soit évitée la complaisance dans l'évocation de la souffrance humaine.

La société veille à ce que le témoignage de personnes sur des faits relevant de leur vie privée ne soit recueilli qu'avec leur consentement éclairé.

La société fait preuve de prudence lorsqu'elle diffuse des informations ou des images concernant une victime ou une personne en situation de péril.

Elle s'attache à ce que soit protégée la dignité des personnes intervenant à l'antenne.

Les personnes intervenant à l'antenne sont, dans la mesure du possible, informées du sujet et du titre de l'émission pour laquelle elles sont sollicitées, ainsi que de l'identité et de la qualité des autres intervenants.

2° La chaîne s'abstient de solliciter le témoignage de mineurs placés dans des situations difficiles dans leur vie privée, à moins d'assurer une protection totale de leur identité par un procédé technique approprié et de recueillir l'assentiment du mineur ainsi que le consentement d'au moins l'une des personnes exerçant l'autorité parentale.

Art. 9-1. — Honnêteté de l'information et des programmes

1° L'exigence d'honnêteté s'applique à l'ensemble des programmes du service.

La société vérifie le bien-fondé et les sources de l'information.

Dans la mesure du possible, son origine doit être indiquée. L'information incertaine est présentée au conditionnel.

2° Le recours aux procédés permettant de recueillir des images et des sons à l'insu des personnes filmées ou enregistrées doit être limité aux nécessités de l'information du public. Il doit être restreint aux cas où il permet d'obtenir des informations d'intérêt général, difficiles à recueillir autrement. Le recours à ces procédés doit être porté à la connaissance du public et doit préserver, sauf exception, l'anonymat des personnes et des lieux, sauf si leur consentement a été recueilli préalablement à la diffusion de l'émission.

Le recours aux procédés de vote des téléspectateurs ou de "microtrottoir" ne peut être présenté comme représentatif de l'opinion générale ou d'un groupe en particulier, ni abuser le téléspectateur sur la compétence ou l'autorité des personnes sollicitées.

Dans les émissions ou séquences d'information, la société s'interdit de recourir à des procédés technologiques permettant de modifier le sens et le contenu des images. Dans les autres émissions ou séquences, le public doit être averti de l'usage de ces procédés lorsque leur utilisation peut prêter à confusion.

3° La société fait preuve de rigueur dans la présentation et le traitement de l'information.

Elle veille à l'adéquation entre le contexte dans lequel des images ont été recueillies et le sujet qu'elles viennent illustrer. Toute utilisation d'images d'archives est annoncée par une incrustation à l'écran éventuellement répétée. Si nécessaire, mention est faite de l'origine des images.

Les images tournées pour une reconstitution ou une scénarisation de faits réels, ou supposés tels, doivent être présentées comme telles aux téléspectateurs.

Sous réserve de la caricature ou du pastiche, lorsqu'il est procédé à un montage d'images ou de sons, celui-ci ne peut déformer le sens initial des propos ou images recueillis ni abuser le téléspectateur.

4° La société veille à éviter toute confusion entre l'information et le divertissement.

Lorsqu'une émission comporte les deux, les séquences doivent être clairement distinctes.

Les programmes d'information sont placés sous l'autorité de journalistes professionnels.

5° Pour l'application de l'ensemble des dispositions ci-dessus, le Conseil supérieur de l'audiovisuel tient compte dans son appréciation du genre du programme (information, divertissement, fiction, humour, caricature...).

Art. 9-2. — Protection de l'enfance et de l'adolescence

I. - La société veille, dans ses émissions, au respect de la personne humaine et de sa dignité, de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la protection des enfants et des adolescents. Elle veille également à ce que, dans les émissions destinées au jeune public, la violence, même psychologique, ne puisse être perçue comme continue, omniprésente ou présentée comme unique solution aux conflits.

II. - La société respecte la classification des programmes selon cinq degrés d'appréciation de l'acceptabilité de ces programmes au regard de la protection de l'enfance et de l'adolescence :

- catégorie I : les programmes pour tous publics ;
- catégorie II : les programmes comportant certaines scènes susceptibles de heurter le jeune public ;
- catégorie III : les œuvres cinématographiques interdites aux mineurs de douze ans, ainsi que les programmes pouvant troubler le jeune public, notamment lorsque le scénario recourt de façon systématique et répétée à la violence physique ou psychologique ;
- catégorie IV : Les œuvres cinématographiques interdites aux mineurs de seize ans, ainsi que les programmes à caractère érotique ou de grande violence, susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de seize ans ;
- catégorie V : les œuvres cinématographiques interdites aux mineurs de dix-huit ans ainsi que les programmes réservés à un public adulte averti et qui, en particulier par leur caractère obscène, sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de dix-huit ans.

S'agissant plus particulièrement des œuvres cinématographiques, la classification qui leur est attribuée pour leur projection en salles peut servir d'indication pour leur classification en vue de leur passage à la télévision. Il appartient cependant à la société de vérifier que cette classification peut être transposée sans dommage pour une diffusion à la télévision.

La société se réfère à la commission de voisinage de Canal +, qui recommande à la direction de la chaîne une classification des œuvres tout en tenant compte des spécificités locales en la matière.

III. - La société applique aux programmes qu'elle a classifiés conformément au II du présent article la signalétique définie en accord avec le CSA et qui figure en annexe. Cette signalétique devra être portée à la connaissance du public au moment de la diffusion de l'émission concernée, dans les bandes-annonces, ainsi que dans les avant-programmes communiqués à la presse.

Cette signalétique sera présentée à l'antenne selon les modalités suivantes :

a) Dans les bandes-annonces :

Le pictogramme de la catégorie dans laquelle le programme est classé apparaît pendant toute la durée de la

bande-annonce ; le cas échéant, la mention écrite de l'interdiction aux mineurs des œuvres cinématographiques apparaît après la bande-annonce pendant trois secondes ;

b) Lors de la diffusion des programmes :

Pour les programmes de catégorie I, le pictogramme sera présent à l'écran pendant au minimum trois secondes avant la diffusion du programme.

Pour les programmes de catégorie II, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "accord parental souhaitable".

Pour les programmes de catégorie III, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "accord parental indispensable" ou, le cas échéant, de l'interdiction aux mineurs de douze ans attribuée par le ministre de la culture ; le pictogramme sera ensuite présent à l'écran pendant toute la durée du programme. Toutefois, dès la deuxième partie de soirée, le pictogramme ne sera pas exigé en permanence.

Pour les programmes de catégorie IV, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "public adulte" ou, le cas échéant, de l'interdiction aux mineurs de seize ans attribuée par le ministre de la culture ; le pictogramme sera ensuite présent à l'écran pendant toute la diffusion du programme.

Pour les programmes de catégorie V, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "strictement réservé aux adultes" ou, le cas échéant, de l'interdiction aux mineurs de dix-huit ans attribuée par le ministre de la culture ; le pictogramme sera ensuite présent à l'écran pendant toute la diffusion du programme.

Cette signalétique n'exonère pas la société de respecter les dispositions du décret n° 90-174 du 23 février 1990 relatives à l'avertissement préalable du public, tant lors de la diffusion d'œuvres cinématographiques interdites aux mineurs que dans les bandes-annonces qui les concernent.

IV. - La société respecte les conditions de programmation suivantes :

Les émissions destinées au jeune public ainsi que les programmes et les bandes-annonces jouxtant immédiatement celles-ci ne comportent pas de scènes de nature à heurter les jeunes téléspectateurs :

- catégorie II : les horaires de diffusion de ces programmes sont laissés à l'appréciation de la société ;

- catégorie III : ces programmes ne doivent pas être diffusés le mercredi avant 20 heures ;
- catégorie IV : la diffusion de ces programmes ne peut intervenir avant 20 heures.

Les bandes-annonces de ces programmes contenant des scènes de violence ou des scènes susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public ne peuvent être diffusées dans la partie en clair du programme ni avant 20 heures ;

- catégorie V : la diffusion de ces programmes et de leurs bandes-annonces ne peut intervenir dans les parties en clair du programme ni entre 5 heures et 24 heures, et, en tout état de cause, doit respecter les dispositions légales relatives à la protection des mineurs.

La société propose systématiquement à ses abonnés pour la diffusion en mode numérique de ses programmes un dispositif leur permettant de n'accéder aux programmes de catégorie V qu'après avoir saisi un code d'accès personnel.

La société s'engage à donner une information précise et claire sur ce dispositif à tout nouvel abonné.

Les programmes attentatoires à la dignité de la personne humaine, notamment les programmes qui sont consacrés à la représentation de violences et de perversions sexuelles, dégradantes pour la personne humaine ou qui conduisent à l'avilissement de la personne humaine, sont interdits de toute diffusion. Il en est de même des programmes à caractère pornographique mettant en scène des mineurs ainsi que des programmes d'extrême violence ou de violence gratuite.

V. - Nonobstant l'éthique et la déontologie qui s'attachent aux émissions d'information, il est rappelé à la société qu'il lui appartient de prendre les précautions nécessaires lorsque des images difficilement soutenables ou des témoignages relatifs à des événements particulièrement dramatiques sont évoqués dans les journaux, les émissions d'information ou les autres émissions. Le public doit alors en être averti préalablement.

Art. 9-3. — La société veille à assurer la qualité de la langue française dans ses programmes. Compte tenu du particularisme local, la société peut introduire l'usage des langues locales pour certaines émissions.

Dans le cas d'une émission diffusée en langue étrangère, celle-ci devra donner lieu à une traduction simultanée ou à un sous-titrage.

La société s'engage à diffuser un minimum de six œuvres cinématographiques de long métrage par mois accompagnées d'un sous-titrage spécifiquement destiné aux personnes sourdes et malentendantes."

Art. 2. — L'article 11 est supprimé et est remplacé par le titre V *bis* dont les stipulations sont les suivantes :

"V. - Engagements de diffusion et de production
A. - Œuvres cinématographiques

Art. 11-1. — La société s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires relatives à la diffusion et à l'acquisition des droits de diffusion des œuvres cinématographiques, et notamment les articles 6, 10, 11, 12 et 14 (III) du décret n° 95-668 du 9 mai 1995.

I. - Les œuvres cinématographiques de longue durée sont diffusées à l'intérieur des programmes faisant l'objet de conditions d'accès particulières.

II. - La programmation des œuvres cinématographiques de longue durée ne peut être annoncée plus de deux mois avant le mois de programmation effective de ces œuvres cinématographiques.

III. - Les contrats conclus par la société en vue de l'acquisition de droits de diffusion d'œuvres cinématographiques prévoient le délai au terme duquel la diffusion de celles-ci peut intervenir.

Lorsqu'il existe un accord entre une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique et la société portant sur les délais applicables à un ou plusieurs types d'exploitation télévisuelle des œuvres cinématographiques, les délais prévus par cet accord s'imposent à la société.

IV. - Le nombre maximal d'œuvres cinématographiques de longue durée diffusées annuellement entre midi et minuit est fixé à 365. Le nombre maximal d'œuvres cinématographiques de longue durée diffusées annuellement entre minuit et midi est fixé à 120.

Chaque œuvre cinématographique de longue durée ne peut être diffusée plus de six fois pendant une période de trois semaines. La société peut effectuer une septième diffusion accompagnée d'un sous-titrage destiné spécifiquement aux sourds et malentendants.

V. - Aucune œuvre cinématographique de longue durée ne sera diffusée :

Le mercredi de 13 heures à 20 heures ;

Le vendredi de 18 heures à 20 heures ; toutefois, le vendredi entre 20 heures et 22 heures, ne peuvent être diffusées ni les œuvres cinématographiques ayant réalisé 1 million d'entrées ou plus en salle en France pendant la première année de leur exploitation ni celles ayant été présentées en couverture du magazine destiné aux abonnés de Canal + en tant que film du mois ;

Le samedi de 13 heures à 22 heures ;
Le dimanche de 13 heures à 18 heures.

VI. - Des premières diffusions pourront avoir lieu :

A partir de 18 heures les lundis, mardis, jeudis et jours fériés ;

A partir de 20 heures les mercredis et vendredis ;

A partir de 22 heures le samedi ;

A partir de 19 heures le dimanche ;

Ainsi que chaque matin avant 13 heures.

VII. - Les rediffusions sont autorisées en dehors des plages horaires fixées au IV du présent article.

VIII. - Les obligations d'acquisition de droits de diffusion d'œuvres cinématographiques conformément aux articles 10 et 11 du décret visé au premier alinéa du présent article sont acquittées par Canal Polynésie au travers de Canal +.

Art. 11-2. — La société programme des émissions consacrées au cinéma, à son histoire et à sa promotion. Elle

favorise la diffusion des différents genres cinématographiques. Elle s'engage à réserver, dans la mesure du possible, dans le nombre de diffusions prévu pour chaque œuvre cinématographique au III de l'article 11 de la présente convention, au moins une diffusion en version originale.

La société s'engage à promouvoir, dans le cadre d'émissions spécifiques, deux fois par semaine dont une fois à une heure de grande écoute, les nouveaux films programmés en exclusivité dans les salles de cinéma, notamment en diffusant les bandes-annonces de ces films.

B. - Œuvres audiovisuelles

Art. 11-3. — La société s'engage à faire respecter les dispositions législatives et réglementaires relatives à la contribution, à la production et à la diffusion des œuvres audiovisuelles.

Art. 11-4. — La société s'engage à consacrer à la commande d'œuvres audiovisuelles européennes ou d'expression originale française aux entreprises locales le pourcentage suivant de ses ressources totales annuelles hors taxe sur la valeur ajoutée de l'exercice précédent, telles que définies au deuxième alinéa de l'article 10 du décret n° 95-668 du 9 mai 1995 :

Pour les années 2001 à 2003 : au moins 2 %, dont 1,3 % remplissant les conditions prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article 10 du décret n° 90-67 du 17 janvier 1990 modifié."

Art. 3. — Le dernier alinéa de l'article 10 de la convention susmentionnée est supprimé.

Art. 4. — Les stipulations du sixième alinéa de l'article 10 du titre V de la convention susmentionnée sont supprimées et remplacées par les stipulations suivantes :

"Les programmes sans conditions d'accès sont répartis entre le matin, la mi-journée et l'avant-soirée."

Art. 5. — Les stipulations de l'article 19 sont supprimées et remplacées par les stipulations suivantes :

"La société communique au Conseil supérieur de l'audiovisuel, chaque année, au plus tard le 31 mai, un rapport sur les conditions d'exécution de ses obligations pour l'exercice précédent."

Fait à Paris, le 2 février 2001.

Pour la société
Canal Polynésie :
Le président,
D. FAGOT.

Pour le Conseil supérieur
de l'audiovisuel :
Le président,
D. BAUDIS.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 6 avril 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture de concours pour le recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 6 avril 2001, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée au

ministère de l'intérieur au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un recrutement de gardiens de la paix du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française par deux concours distincts : le premier externe, le second ouvert aux candidats accomplissant leur service national dans la police nationale ou l'ayant accompli depuis moins d'un an à la date de clôture des inscriptions ainsi qu'aux adjoints de sécurité mentionnés à l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995, en activité ou ayant cessé leur activité depuis moins d'un an à la date de clôture des inscriptions, comptant trois années de service en cette qualité.

Le nombre total de postes offerts aux concours est fixé à 35, répartis comme suit :

- premier concours (externe) : 16 ;
- second concours (spécifique policiers auxiliaires et adjoints de sécurité) : 10 ;
- emplois réservés : 9.

Les postes non pourvus par les bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés peuvent s'ajouter à ceux mis aux concours.

Le calendrier, l'organisation des épreuves ainsi que la désignation des membres du jury seront fixés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Les épreuves auront lieu exclusivement en Polynésie française.

Les candidats déclarés définitivement admis seront affectés en Polynésie française à l'issue de leur scolarité, effectuée en métropole.

Nota. - Les candidats doivent s'inscrire et déposer leur dossier de candidature auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française (service administratif et technique de la police nationale).

ARRETE INTERMINISTERIEL du 9 avril 2001 fixant le nombre de places offertes au titre de l'année 2001 aux concours pour le recrutement de techniciens supérieurs de la météorologie du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de l'équipement, des transports et du logement et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 9 avril 2001, le nombre de places offertes au titre de l'année 2001 aux concours pour le recrutement de techniciens supérieurs de la météorologie du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes) ouverts par arrêté du 12 février 2001 est fixé à 4.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

- concours externe (filière exploitation) : 3 ;
- concours interne (filière exploitation) : 1.

ARRETE MINISTERIEL du 18 avril 2001 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 18 avril 2001, considérant le caractère particulièrement pornographique et la présentation complaisante de certains comporte-

ments extrêmes tant en ce qui concerne les textes que les photographies, ainsi que le danger que représente cette revue pour les mineurs qui pourraient l'acquérir, il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée sur les publications destinées à la jeunesse, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs la revue *La Centrale de l'échangisme*, éditée par la société BSA Editions, Levallois-Perret.

ARRETE MINISTERIEL du 18 avril 2001 portant interdiction de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs et de faire de la publicité pour une vidéocassette.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 18 avril 2001, considérant que ce document, qui se caractérise par une profusion de scènes pornographiques dont certaines présentent comme légitimes des expériences extrêmes, comporte un danger pour les mineurs qui pourraient l'acquérir :

Il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 32 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs la vidéocassette *Urgence anale*, éditée par la société France Plaisirs, Montreuil.

Est interdite sous les mêmes peines la publicité faite pour cette vidéocassette par quelque moyen que ce soit en dehors des lieux dont l'accès est interdit aux mineurs.

ARRETE MINISTERIEL du 18 avril 2001 portant interdiction de proposer, donner, louer ou vendre à des mineurs et de faire de la publicité d'une vidéocassette.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 18 avril 2001, considérant que ce document, qui se caractérise par une profusion de scènes pornographiques dont certaines sont de nature dégradante, présente un danger pour les mineurs qui pourraient l'acquérir, il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 32 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs la vidéocassette *Vingt ans et dilatées*, éditée par la société France Plaisirs, Montreuil.

Est interdite sous les mêmes peines la publicité faite pour cette vidéocassette par quelque moyen que ce soit en dehors des lieux dont l'accès est interdit aux mineurs.

ARRETE MINISTERIEL du 18 avril 2001 portant interdiction de proposer, donner, louer ou vendre à des mineurs une vidéocassette.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 18 avril 2001, considérant que ce document, qui se caractérise par une profusion d'actes sexuels divers présentés de manière complaisante, présente un danger pour les mineurs qui pourraient l'acquérir.

Il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 32 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi

qu'à la protection des mineurs, de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs la vidéocassette *La Boutique des suceuses*, éditée par la société France Plaisirs, Montreuil.

CONVENTION de financement n° 14-01 IDV du 9 mai 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Te Tama Ui Rau, représentée par son président M. Edouard Suhas,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Te Tama Ui Rau pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Formation au permis de conduire", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à permettre à sept personnes en difficulté d'insertion professionnelle de passer le permis de conduire VL. Les bénéficiaires de l'action prennent à leur charge le coût des timbres fiscaux.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 17.122,91 FF (soit 311.500 F CFP ou 2.610,37 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Bénéficiaires	4.040,24 FF	73.500 F CFP	615,93 euros
- Etat (76,40 %)	13.082,67 FF	238.000 F CFP	1.994,44 euros

2e AVENANT n° 41-01 du 10 mai 2001 à la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

Et :

- La Société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep), représentée par son représentant légal,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet et montant de la dotation*

Le présent avenant, établi en application de l'article 5 de la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999 relative aux dotations financières de l'Etat à la Sofidep, et au versement de la 1re dotation au titre de la programmation de l'année 1999, complétée par son 1er avenant, et notamment son article 5, a pour objet le financement d'une 2e dotation annuelle en faveur de la société de financement Sofidep, d'un montant de 22.883.676,54 FF, soit 3.488.591 euros ou 416.300.000 F CFP.

Art. 2.— *Utilisation de la dotation*

L'utilisation de ces crédits devra être conforme aux dispositions de la convention n° 380 FREPF complétée par son avenant n° 1.

La dotation versée par l'Etat est destinée au financement des prêts à redevance, aux prises de participation de la Sofidep et au financement d'études selon des modalités conformes à celles prévues dans le dossier technique et financier visé dans la convention.

Art. 3.— *Modalités de versement*

L'Etat s'engage à verser les crédits, dans la limite des disponibilités, dans les conditions suivantes :

- une première avance de 10 %, à la signature du présent avenant ;
- une deuxième avance de 50 %, sur présentation de justificatifs des dépenses effectuées de la somme de 8.245.379,49 FF (150.000.000 F CFP) de la première dotation ;
- le solde sur présentation des justificatifs des dépenses effectuées de la totalité de la première dotation.

CONVENTION de financement n° 15-01 IDV du 10 mai 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Coopérative scolaire de Erima primaire, représentée par sa présidente Mme Joséphine Chalons,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Coopérative scolaire de Erima primaire pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Classes de mer", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'organisation de deux classes de mer en faveur d'élèves de l'école, en majorité issus du quartier prioritaire Erima social.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 18.137,20 FF (soit 329.952 F CFP ou 2.765 euros).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Ass. coopérative scolaire de Erima primaire	1.646,44 FF	29.952 F CFP	251 euros
- Commune de Arue	5.496,92 FF	100.000 F CFP	838 euros
- Etat (60,61 %)	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676 euros

**CONVENTION de financement n° 16-01 IDV
du 10 mai 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.), représentée par son président M. Francis Caillet,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.) pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Formation de base d'animateurs de centres de vacances pour 15 mères au foyer et 30 jeunes", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en plusieurs sessions se déroulant en avril, mai et juin 2001 permettant de donner les bases élémentaires à deux groupes de personnes (15 mères au foyer et 30 jeunes) pour exercer les fonctions d'animateurs de centres de vacances et obtenir le diplôme du BAFA.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 185.135,59 FF (soit 3.367.988 F CFP ou 28.223,74 euros).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Ass. U.T.F.S.C.F.	26.605,09 FF	484.000 F CFP	4.055,92 euros
- Etat (61,19 %)	113.290,85 FF	2.060.988 F CFP	17.271,08 euros
- Territoire	39.742,73 FF	723.000 F CFP	6.058,74 euros
- Autres (FONJEP)	5.496,92 FF	100.000 F CFP	838 euros

**CONVENTION de financement n° 17-01 IDV
du 10 mai 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.), représentée par son président M. Francis Caillet,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.) pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Centre de loisirs sans hébergement (C.L.S.H.) à Paea pour les 3-7 ans", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à organiser un C.L.S.H. dans les locaux du centre Tarevareva à Paea du 9 juillet au 3 août 2001.

60 enfants âgés de 3 à 7 ans et issus des quartiers défavorisés de la commune sont ciblés par cette action qui a notamment pour objectifs la lutte contre l'oisiveté pendant les vacances scolaires, l'éveil des bénéficiaires, la mise en pratique de la formation reçue par les jeunes animateurs, l'observation des enfants et la détermination d'un programmes d'actions à mettre en œuvre ultérieurement en leur faveur.

Enfin, l'action associe les parents qui feront partie de l'encadrement.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 144.156,72 FF (soit 2.622.500 F CFP ou 21.976,55 euros).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- U.T.F.S.C.F.	16.380,82 FF	298.000 F CFP	2.497,24 euros
- Territoire	12.450,53 FF	226.500 F CFP	1.898,07 euros
- Etat (80 %)*	115.325,37 FF	2.098.000 F CFP	17.581,24 euros

* La participation de l'Etat est calculée à hauteur de 80 % du budget global de l'action, déduction faite de la valorisation des concours bénévoles.

**CONVENTION de financement n° 18-01 IDV
du 10 mai 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.), représentée par son président M. Francis Caillet,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.) pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Centre de loisirs sans hébergement (C.L.S.H.) à Paea pour les 8-14 ans", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à organiser un C.L.S.H. dans les locaux de l'école primaire de Vaiatu à Paea du 9 juillet au 3 août 2001.

Des enfants âgés de 8 à 14 ans et issus des quartiers défavorisés de la commune sont ciblés par cette action qui a notamment pour objectifs la lutte contre l'oisiveté pendant les vacances scolaires, l'éveil des bénéficiaires, la mise en pratique de la formation reçue par les jeunes animateurs, l'observation des enfants et la détermination d'un programmes d'actions à mettre en œuvre ultérieurement en leur faveur.

Enfin, l'action associe les parents qui feront partie de l'encadrement.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 198.466,28 FF (soit 3.610.500 F CFP ou 30.255,99 euros).

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- U.T.F.S.C.F.	31.420,39 FF	571.600 F CFP	4.790,01 euros
- Territoire	8.272,86 FF	150.500 F CFP	1.261,19 euros
- Etat (80 %)*	158.773,03 FF	2.888.400 F CFP	24.204,79 euros

* La participation de l'Etat est calculée à hauteur de 80 % du budget global de l'action, déduction faite de la valorisation des concours bénévoles.

CONVENTION de financement n° 19-01 IDV du 14 mai 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Mahina, représentée par son maire M. Emile Vernaudeau,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son concours financier à la commune de Mahina pour le financement du poste de chef de projet communal recruté temporairement pour la période allant du 11 avril 2001 au 10 avril 2002.

Art. 2.— *Montant de la participation de l'Etat*

La participation de l'Etat est calculée à hauteur de 50 % de la masse salariale totale du poste, dans limite d'un salaire mensuel brut de 350.000 F CFP. La participation mensuelle de l'Etat est ainsi plafonnée à 213.413 F CFP (salaire brut + charges patronales/2).

La participation de l'Etat est calculée à partir de la date de recrutement du chef de projet communal.

Compte tenu de la masse salariale de l'intéressé recruté au premier échelon de la catégorie II de la CCANFA, la participation mensuelle de l'Etat au financement du poste de chef de projet de la commune de Mahina, est évaluée à 156.081 F CFP (8.579,65 FF ou 1.307,96 euros), soit pour les 12 mois du contrat de travail temporaire à 1.872.972 F CFP (102.955,77 FF ou 15.695,51 euros).

La participation de l'Etat prend effet rétroactivement à compter du 11 avril 2001, en application des dispositions du contrat de ville y afférentes, et prendra fin le 10 avril 2002, date d'arrêt du recrutement temporaire de l'intéressé.

Pour l'exercice 2001, la participation de l'Etat fixée à 884.459 F CFP (48.618 FF ou 7.411,77 euros) correspond aux versements des trimestres civils échus, à l'exception du dernier trimestre dont le versement interviendra en 2002.

Pour l'exercice 2002, la participation de l'Etat, au titre de la présente convention, est fixée à 988.513 F CFP (54.337,77 FF ou 8.283,74 euros).

Le montant du concours financier de l'Etat est imputable sur le chapitre 46.60, article 10 du ministère de l'emploi et de la solidarité.

CONVENTION de financement n° 20-01 IDV du 14 mai 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Tae Kwon Do Club Feraï Arue, représentée par son président M. Cyril Teikiehuupoko,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à

l'association Tae Kwon Do Club Ferai Arue pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Initiation au Tae Kwon Do", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à proposer à des jeunes issus du quartier prioritaire de Erima social de s'initier au Tae Kwon Do les mercredis et vendredis après-midi ainsi que pendant les vacances scolaires.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 16.703,65 FF (soit 303.873 F CFP ou 2.546,46 euros).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune de Arue	2.748,45 FF	50.000 F CFP	419 euros
- Territoire	2.961,36 FF	53.873 F CFP	451,46 euros
- Etat (65,82 %)	10.933,84 FF	200.000 F CFP	1.676 euros

CONVENTION de financement n° 45-01 du 14 mai 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Roger Doom,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Ouest pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Ecole Potii primaire - grosses réparations du G.A.P.P. et du bureau", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : réfection complète du bâtiment abritant la direction de l'école et la salle d'intervention G.A.P.P. comprenant les travaux de charpente, couverture, menuiserie alu, électricité, revêtements des sols et peinture, dont le coût total est estimé à 687.114,96 FF, soit 12.500.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %)	687.114,96 FF	12.500.000 F CFP
------------------	---------------	------------------

CONVENTION de financement n° 46-01 du 14 mai 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Roger Doom,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Ouest pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations à la cuisine centrale de Vairao", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : mise aux normes de l'installation gaz, réfection de l'assainissement des eaux usées, de l'installation électrique, des plafonds suspendus et remplacement des matières de cuisson, dont le coût est estimé à 676.121,12 FF, soit 12.300.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %)	676.121,12 FF	12.300.000 F CFP
------------------	---------------	------------------

CONVENTION de financement n° 21-01 IDV du 15 mai 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association sportive scolaire Puurai élémentaire, représentée par son président M. Michel Huang,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association sportive scolaire Puurai élémentaire pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Accompagnement scolaire", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'accompagnement scolaire de 60 élèves de l'école primaire de Puurai, scolarisés du C.P. au C.M. 2. Les élèves ciblés sont issus de milieux défavorisés et bénéficieront d'un accompagnement et d'une aide aux devoirs.

Les objectifs visés sont notamment l'amélioration des résultats scolaires, la connaissance des tables de multiplication, une participation accrue en classe.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 68.290,93 FF (soit 1.242.349 F CFP ou 10.410,88 euros).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Ass. sportive scolaire	
- Puurai élémentaire	3.976,97 FF 72.349 F CFP 606,28 euros
- Parents d'élèves	7.970,53 FF 145.000 F CFP 1.466,50 euros
- Territoire	9.619,61 FF 175.000 F CFP 1.466,50 euros
- Etat (68,42 %)	46.723,82 FF 850.000 F CFP 7.123 euros

CONVENTION de financement n° 22-01 IDV du 15 mai 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Taatiraa Pare Pirae, représentée par son président M. Boky Teamo,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Taatiraa Pare Pirae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Ecole de boxe éducative", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à initier à la pratique de la boxe éducative une trentaine de garçons de 10 à 12 ans issus des quartiers de Fautaua Val, cité de transit, chalets Pater et Bernière.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 107.712,14 FF (soit 1.959.500 F CFP ou 16.420,61 euros).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Ass. Taatiraa Pare Pirae	3.298,15 FF	60.000 F CFP	502,80 euros
- Etat	19.349,16 FF	352.000 F CFP	2.949,76 euros
- Territoire	83.415,76 FF	1.517.500 F CFP	12.716,65 euros
- Autres (bénéficiaires)	1.649,08 FF	30.000 F CFP	215,40 euros

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Par décision n° 2001-47 DDRX/SAT/DAC du 30 avril 2001.— A l'occasion de la foire de mai 2001, l'Office des postes et télécommunications propose à tous ses clients, pour tout nouvel abonnement au service Vini de type :

- loisirs : les frais d'accès gratuits ;
- forfait : les frais d'accès gratuits + 1 mois de forfait gratuit.

Cette offre est valable du 2 au 6 mai 2001 inclus.

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES AUSTRALES POUR LE MOIS D'AVRIL 2001

COMMUNE DE RURUTU

Travaux autorisés le 18 avril 2001

N° 25-2001 MAA/CAU/PC, Mme Holozet Shura née Voirin, maire de la commune de Rurutu, parcelle de la terre Paraoa 2, P.V.B. n° 16, sise à Moerai, travaux de clôture.

COMMUNE DE RAPA

Travaux autorisés le 18 avril 2001

N° 26-2001 MAA/CAU/PC, M. Narii Tuanainai, maire de la commune de Rapa, sur une partie de terre sise à Ahurei, Rapa, construction d'une cantine scolaire.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Me Annick ALLAIN-SACAULT, avocat, 8 avenue Bruat,
B.P. 4281 Papeete

Homologation de changement de régime matrimonial

D'un jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete le 14 mars 2001 à la requête de M. Joël MOU, géomètre, né le 13 octobre 1962 à Papeete (Tahiti), et son épouse, Mme Germina LYS épouse MOU, institutrice,

née le 15 décembre 1962 à Papeete, demeurant ensemble à Papeete, chemin vicinal de Taunoa, il appert que l'acte reçu le 21 juillet 2000 par Me CLEMENCET, notaire à Papeete, portant adoption par les époux MOU du régime de la séparation de biens, a été homologué conformément aux articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait,

Me Annick ALLAIN-SACAULT.

**Etude de Me André HAMELIN, notaire à Uturoa
(île de Raiatea)**

Société Civile Immobilière LOUSSAN
Siège social : Vaitape (île de Bora Bora)
Capital : 100.000 F CFP
R.C.S. Papeete n° 8.485 - C
N° Tahiti 328.211

Aux termes d'une assemblée générale de la société immobilière LOUSSAN tenue le 7 mars 2001, M. John LAM a été nommé gérant en remplacement de M. Alain LOUSSAN et Mme Elise LOUSSAN.

Pour avis et mention,
A. HAMELIN, notaire à Uturoa.

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DE L'E.U.R.L. WHITE STAR PACIFIQUE**

Gérante et unique actionnaire : TANIA LEHARTEL
Activité : Importation et négoce de tous produits
N° Tahiti 171.116 - N° R.C. 3.426-B
B.P. 366, 98.713 Papeete

Lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le mardi 13 mars 2001 à Punaauia, il a été décidé la dissolution de l'E.U.R.L. et sa mise en liquidation ce jour sous le régime conventionnel. L'assemblée générale a nommé Mme Tania LEHARTEL au titre de liquidateur demeurant P.K. 12, côté mer, Punaauia, B.P. 366, 98.713, Papeete. Lui sont ainsi conférés tous les pouvoirs pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et le passif.

Le siège de la liquidation est fixé chez Mme LEHARTEL, dont l'adresse est mentionnée ci-dessus.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Fait à Punaauia, le 13 mars 2001.
Pour avis :
Le liquidateur,
Tania LEHARTEL

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à Papeete, 11 avenue Bruat**

Cession partielle de droit au bail

Il résulte d'un acte demeuré au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire, en date des 19 et 20 avril 2001, enregistré à Papeete le 27 avril 2001, folio 111, bordereau 3458/1 contenant cession partielle de droit au bail,

Que la société dénommée "AIR TAHITI", société anonyme au capital de 1.380.000.000 F CFP, dont le siège est à Papeete, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 1.114 et à l'Etat sous le n° 023.598,

A cédé à M. Frédéric Edouard Albert MISSIR, bijoutier-joaillier, demeurant à Papeete, le pic Vert,

Moyennant le prix de 7.000.000 F CFP,

Pour le temps en restant à courir à compter du 20 avril 2001, une partie de son droit au bail reçu par Me Jean SOLARI, notaire à Papeete, en date des 29 juin et 10 juillet

1978, consenti par la Société Civile Immobilière Fare Tony, société civile particulière au capital de 14.000.000 F CFP, dont le siège est à Papeete ; ladite partie du droit au bail portant sur le lot n° 33 situé au premier étage de l'immeuble connu sous le nom de "Fare Tony" donnant sur le boulevard Pomare, d'un superficie de soixante et un mètres carrés trente quatre décimètres carrés (61 m² 34 dm²).

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion à Papeete, 11 avenue Bruat, en l'étude de Me Bernard BRUGGMANN où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour deuxième insertion,
Me B. BRUGGMANN, notaire.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la Résidence de Papeete (île de Tahiti)**

GEOTOP POLYNESIE
Société à responsabilité limitée en liquidation
Capital : 400.000 F CFP
Siège social : Papeete, 24 rue Nansouty
R.C.S. Papeete n° 3.635-B
N° Tahiti : 187.211

Avis de clôture de liquidation

Suivant délibération de l'assemblée générale ordinaire du 7 mai 2001, les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, ont donné quitus au liquidateur et l'ont déchargé de son mandat, puis ont prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidations seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

S.A.R.L. SOCIETE HOTELIERE DE PUNAAUIA

La société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, ayant pour dénomination sociale Société hôtelière de Punaauia, son siège social fixé à Punaauia, P.K. 10,800, côté mer, enregistrée sous le numéro 8.213-B au registre du commerce et des sociétés, a nommé gérant à l'unanimité M. Jean-Pierre, Taura'a VIATGE, lors de son assemblée générale du 21 mai 2001, suite à la démission de M. Brahman BAMBRIDGE.

ANNONCES DIVERSES

TE MAU HOTU RAU NO MOOREA

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 avril 2001)**

Présidents d'honneur	:	PATER Gloria TEIHOTAATA Philippi
Président	:	OITO Teata dit Capo
Vice-présidents	:	CABRAL Teruirau TAMA Jean
Secrétaire	:	HAHE Caroline
Secrétaire adjointe	:	ATTU Marianne
Trésorier	:	CHIN MEUN Alain
Trésorier adjoint	:	COJAN Faatini

GROUPEMENT DES JEUNES DE UTUROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 janvier 2001)

Président	:	TAVERE Hiro
Vice-président	:	TAMA Annick
Secrétaire	:	PUHETINI Marie-Jeanne
Secrétaire adjoint	:	TEHOIRI Sylvain
Trésorier	:	CHAMAND Bernard
Trésorier adjoint	:	TAPUTU Heitiare

ASSOCIATION SPORTIVE AREARII DE MOERAI-RURUTU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 mai 2001)

Président d'honneur	:	MATEAU Roomataaroa
Président	:	TEINAORE David
Vice-président	:	CHONG Jacques
Secrétaire	:	MATEAU Mareva
Secrétaire adjointe	:	UTIA Turiata
Trésorière	:	ATAI Djelma
Trésorière adjointe	:	MAIRAU Miranda
Assesseurs	:	ATAI Edgar TAPUTU Jaroslave MATEAU Armand

ASSOCIATION SPORTIVE TIARE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 mars 2001)

Président	:	FRIEDMAN Alex
Vice-présidents	:	SALMON Ralph PITTMAN Pori
Secrétaire	:	TURI Viviane
Secrétaire adjointe	:	KAUTAI Gina
Trésorier	:	NHUN FAT Roland
Trésorier adjoint	:	TURI Men

TE TAMA UI RAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 avril 2001)

Président	:	SUHAS Edouard
Vice-présidentes	:	BUISSON Melba TEAOTEA Marie RIEGEL Moenau
Secrétaire	:	MAI Merlyna
Secrétaire adjoint	:	AHUROA Rautipara dit Pala
Trésorière	:	FROGIER Emélie
Trésorier adjoint	:	TEAHA Augustin
Commissaires aux comptes	:	TAPUTUARAI Rose BENNETT Maire
Assesseurs	:	MAUNIER Nirvana URIMA Cyril BAUMERT Marguerite

COMITE ORGANISATEUR DU CARNAVAL DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 avril 2001)

Présidente	:	GALENON Chantal
Vice-présidente	:	LIVINE Danielle
Secrétaire	:	MAI Alain
Secrétaire adjointe	:	LEHARTEL Manouche
Trésorier	:	REY Olivier-Gilles
Trésorier adjoint	:	FLORES David

ASSOCIATION SPORTIVE ECOLE DE CYCLISME*Dissolution*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2001, il a été décidé de dissoudre l'association.

COMITE DES FETES ET D'ANIMATIONS DE RAIATEA*Modification de statuts*

L'association a aussi pour objet des rencontres sportives en partenariat avec les différents districts ou ligues sur l'île de Raiatea.

Elle peut aider les jeunes ou associations de jeunes qui organisent des manifestations à caractère socio-culturel.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique, racial ou religieux.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 avril 2001)

Président	:	RICHMOND Marcel
Vice-présidentes	:	SANQUER Yvette KRAUSE Chantal
Secrétaire	:	THUNOT Herenui
Secrétaire adjointe	:	BROTHERSON Tiare
Trésorière	:	EBBS Mitara
Trésorier adjoint	:	SAM KOUA Siméon
Commissaires aux comptes	:	IHORAI Noéline REY Victor
Assesseurs	:	AMARU Moeani MOUCHAS Joseph SHAM KOUA Murielle AYON Eric

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE TAINA UUMU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 avril 2001)

Président d'honneur	:	LUCAS Joseph
Présidente	:	UTIA Ina
Vice-présidente	:	PIA Hortense
Secrétaire	:	FLORES Suzanne
Secrétaire adjointe	:	UTIA Madeleine
Trésorière	:	TEVAEARAI Vahineterai
Trésorière adjointe	:	PARAU Nadia

COMITE DE GESTION DE LA CANTINE DE PAOPAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 avril 2001)

Présidente	: GUY Nadine
Vice-présidente	: TEROOATEA Gloria
Secrétaire	: TEARIKI Léon
Secrétaire adjoint	: TAMA Jean
Trésorière	: RAYDON Carole
Trésorier adjoint	: WIN Théodore

**FEDERATION POLYNESIENNE
DES SPORTS MECANIQUES***Modification de statuts*
(27 novembre 2000)

La fédération a mis ses statuts en conformité par rapport à la législation en vigueur.

TOMITE HEIVA RAU NUI NO MATAIREA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 avril 2001)

Présidents d'honneur	: TETUAITEROI Eugénie TATAHIO Vairaatoa
Présidente	: KINNANDER-TAAROA Maimiti
Vice-présidente	: LEMAIRE Mareta
Secrétaire	: MARO Monoihere
Secrétaire adjointe	: WANG SOI PAN Jacqueline
Trésorier	: TIATIA Etienne
Trésorier adjoint	: HANEREMARAMA Paorai
Commissaires	: AFO Gilbert TANIHAA Angelina

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII FAAROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 avril 2001)

Présidente	: ANUANU Miriama
Vice-président	: TAAE Yannick
Secrétaire	: ANUANU Euliette
Secrétaire adjointe	: MANUEL Maire
Trésorière	: TAURUA Eliane
Trésorier adjoint	: RIMA Fabien (fils)

AFOCAL POLYNESIE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 mars 2001)

Président	: SIAO Raymond
Vice-présidents	: ROUSSEL Claude TAMA Nova
Secrétaire	: WONG Rosie
Secrétaire adjoint	: ROUSSEL Bruno
Trésorière	: SIMON Marie-France
Trésorière adjointe	: MOOTUA Romina
Conseillère	: DROIN Thérèse

ASSOCIATION ARTISANALE RIMA RAURI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 mai 2001)

Présidente	: AMARU Manette
Vice-présidente	: TEIHOTAATA Jeanine
Secrétaire	: AHUPU Paul
Secrétaire adjointe	: MANAFANAU Hinanui
Trésorier	: AHUPU Luc
Trésorière adjointe	: TEIHOTAATA Mariette

ASSOCIATION SYNERGIE ET RENCONTRES**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 février 2001)

Présidente	: LY TANG Irma
Vice-présidents	: VIRTOS Maggy POURSIN Jean-Marc POLLOCK Edouard
Secrétaire	: MORNAY Liliane
Secrétaire adjointe	: WILLIAMS Maheata
Trésorier	: DEAT Eric
Trésorier adjoint	: WAN DER HEYOTEN Thierry

S.S.C.L.E. TAMANUI DE PATER PIRAE*Modification de statuts*
(11 avril 2001)

Réajustement de l'article 12.— Les dépenses sont ordonnancées par le président et le vice-président ainsi que le trésorier et le trésorier adjoint dès l'ouverture d'un compte courant bancaire, au nom de l'association S.S.C.L.E. TAMANUI.

Les chèques et retraits bancaires ne pourront être effectués que sur l'apposition de deux signatures, celles du président (ou vice-président) et du trésorier (ou du trésorier adjoint). De plus, il est tenu au jour le jour une comptabilité faisant apparaître les recettes et les dépenses de l'association.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION TAMARII MUTUOIO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er mai 2001)

Président	: TEHAAMANA Taniera
Vice-président	: REVA Rémi
Secrétaire	: MAI Teihotu
Secrétaire adjoint	: TEHAAMANA Daniel
Trésorier	: VANE Temanuarai
Trésorière adjointe	: MAI Peta
Commissaire aux comptes	: PUURA Sipera

ASSOCIATION MAMA RIMA RAU NO PAPETOAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 mai 2001)

Présidente d'honneur	: TEMATAUA Vahinetua
Présidente	: MAONO Yvette
Vice-présidente	: HIRO Simone
Secrétaire	: TIAREURA Monerville
Secrétaire adjointe	: TITIFA Carine
Trésorière	: TERAUTURI Eliane

ASSOCIATION TE PARAU NANAŌ
(Récépissé n° 4843 DRCL du 14 mai 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de "TE PARAU NANAŌ".

Son siège social est fixé à Faa'a, Saint-Hilaire, quartier Rose Moana, lot n° 1.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Faa'a :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEMARII Révi
Vice-président	: NATUA Tu
Secrétaire	: TEMAIANA Terai
Secrétaire adjoint	: TUIHAGI Maima
Trésorière	: MU Camélia
Trésorière adjointe	: NATUA Victorine

ASSOCIATION TATAU
(Récépissé n° 4698 DRCL du 11 mai 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 9 mai 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : TATAU.

Elle a pour objet :

- le développement et le rayonnement du tatouage polynésien sous toutes ses formes et sur tous supports ;
- d'informer et enseigner aux tatoueurs polynésiens les règles élémentaires de la pratique du tatouage.

Son siège social est fixé à Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: SALMON Aroma
Vice-présidents	: HUUTI Varii BARFF Georges
Secrétaire	: HUUTI Siméon
Secrétaire adjoint	: RAURII Taniera
Trésorier	: TUPOE Stéphane
Trésorier adjoint	: RAAPOTO Michel

FEIA FAAPU NO TIAONO
(Récépissé n° 4922 DRCL du 16 mai 2001)

Extraits de statuts

L'association agricole "FEIA FAAPU NO TIAONO", créée le 7 mai 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé au domicile de M. Teivao Terootua, P.K. 46,700, côté montagne. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

L'association "FEIA FAAPU NO TIAONO" a pour objet de :

- promouvoir l'agriculture ;
- bénéficier de l'aide sociale ;
- créer des manifestations à but lucratif afin de subvenir aux besoins financiers de l'association ;
- promouvoir l'agriculture afin d'aider les jeunes sans emploi ;
- interdire toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIVAO Terootua
Vice-président	: TIRAO Joël
Secrétaire	: TEIVAO Noéline
Secrétaire adjointe	: FAUA Georgina
Trésorier	: SAMINADAME Albert
Trésorière adjointe	: SAMINADAME Marguerite

**SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DU SERVICE
DES FINANCES TERRITORIALES (C.S.T.P./F.O.)**
(Récépissé n° 56 SCT du 24 avril 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 2 février 2001, entre les salariés adhérant aux statuts, un syndicat ayant pour titre : "Le Syndicat des Travailleurs du Service des Finances Territoriales".

Le présent syndicat est constitué conformément aux prescriptions réglementaires de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986, chapitre 1er du titre IV, article 51, délibération n° 91-22 AT du 18 janvier 1991 portant application des dispositions relatives aux statuts juridiques des syndicats.

Le syndicat a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité entre les travailleurs du service, de les rassembler en une force de propositions et de concertation face à l'employeur ;
- d'assurer la défense de leurs intérêts moraux, matériels et professionnels, en justice et devant toutes les commissions ;
- d'étudier toutes questions susceptibles d'améliorer les conditions de travail dans le service ;
- de mettre à la disposition de ses membres tous les moyens d'information et d'éducation qui leur soient utiles en vue du développement de leurs connaissances tant professionnelles qu'économiques ;
- de leur faire prendre conscience de la place qu'ils occupent dans le service et au sein de la collectivité territoriale.

La durée du syndicat est illimitée.

Son siège est fixé l'immeuble Farnham, sis rue Clappier et Leboucher au 1er étage, téléphone : 42.93.61, fax : 45.06.35, B.P. 1201 Papeete.

COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire général	: RICHMOND Sylvain
Secrétaire général adjoint	: FOUGEROUSE Edwin
Secrétaire archiste	: CHENON Priscilla
Secrétaire adjointe	: ARIOTIMA Vaihere
Trésorière	: MARAETEFU Maeva
Trésorier adjoint	: ORI Lemuel
Assesseurs	: FROGIER Eimeo
	: COLOMBANI Alexandre
	: OLIVAIN Liana
	: HORSTING Tiare
	: TAMARII Catherine
	: COLOMBANI Françoise

COOPERATIVE DE L'ECOLE DE APOOITI PRIMAIRE ET MATERNELLE

(Récépissé n° 3006 DRCL du 10 mai 2001)

Extraits de statuts

Le 19 février 2001, il a été constitué entre les maîtres, les élèves, les anciens élèves et les parents d'élèves de Apooiti, une coopérative unique dénommée "Coopérative de l'école de Apooiti Primaire et Maternelle" dont le siège se trouve à l'école de Apooiti.

La coopérative a pour objet sous le contrôle permanent du directeur :

- de prendre soin de l'école et de la rendre agréable de façon à encourager la fréquentation scolaire ;
- d'entretenir et d'améliorer le fond de la B.C.D. (Bibliothèque Centre Documentaire), les bibliothèques des classes, le matériel didactique, pédagogique, informatique et autre matériel de bureau ainsi que le matériel d'éducation sportive et physique de l'école ;
- d'organiser des fêtes scolaires et sportives, des représentations théâtrales ou cinématographiques, des sorties et voyages d'études ;
- de resserrer les liens de solidarité entre les familles et l'école par des œuvres de bienfaisance ;
- de financer toute initiative intéressante dans le cadre des projets de classe et du projet d'école.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHAN Torea
Vice-présidente	: BROWN Charlene
Secrétaire	: TAPUTUARAI Cherryll
Secrétaire adjointe	: TERIITUA Moea
Trésorier	: BEAUMONT Paul
Trésorière adjointe	: LETANG Cécile

HIVA OA TRIATHLON CLUB

(Récépissé n° 3598 DRCL du 14 mai 2001)

Extraits de statuts

L'association dénommée Hiva Oa Triathlon Club, fondée le 29 mars 2001, a pour objet dans le respect des statuts et des règlements de la Fédération tahitienne de Triathlon, d'or-

ganiser et de développer la pratique du triathlon, la natation, le vélo et la course à pied, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Atuona, Hiva Oa, Marquises. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association, la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RICHMOND Teiki
Secrétaire	: COIC Anne
Trésorier	: GAUBIL Christian

A TAUTURU I TE FEIA FAAPU

(Récépissé n° 3332 DRCL du 10 mai 2001)

Extraits de statuts

L'association A Tauturu I Te Feia Faapu, créée le 26 mars 2001, a pour objet :

- d'encourager les hommes et femmes à travailler la terre, à cultiver, à planter en organisant des concours de cultures ;
- d'encourager la consommation des produits agricoles par une présentation ;
- de prévoir la commercialisation des produits agricoles ;
- de défendre les intérêts des agriculteurs.

Elle est régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'association s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à Tapuamu, Tahaa.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PATU Pierson
Vice-président	: HIOE Sydonie
Secrétaire	: LABORDE Philippe
Secrétaire adjointe	: MAIARII Jocelyne
Trésorière	: TERIIPAIA Fabienne
Trésorière adjointe	: AFAI Myrianna

ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE RAIATEA

(Récépissé n° 3423 DRCL du 10 mai 2001)

Extraits de statuts

Il est formé, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts. L'association prend la dénomination de "Association des commerçants de Raiatea".

L'association a pour objet de défendre les intérêts de la profession de commerçant, de programmer des animations,

d'assurer un rôle d'information et d'instaurer une réflexion sur des sujets touchant la profession.

Le siège de l'association est fixé à Uturoa, dans l'immeuble Vairahi, sis dans les locaux de la C.C.I.S.M. pour une période transitoire s'achevant le 30 avril 2001. Le président procédera aux formalités nécessaires à cette modification.

La durée de l'association est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEOGITE Alphonse
Vice-présidente	: ELOY Catherine
Secrétaire	: CAUVIN Roland
Secrétaire adjointe	: TAMA Maeva
Trésorier	: MOUPHAS Joseph
Trésorier adjoint	: MOO FAT Jean-Marc

JEUNESSE CALEDONIENNE DE TAHITI

(Récepissé n° 4845 DRCL du 14 mai 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 mars 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et par le décret du 16 août 1901 ayant pour dénomination "Jeunesse Calédonienne de Tahiti".

Elle a pour objet de favoriser les rencontres sportives, sociales et culturelles.

Le siège social est fixé à rue Tefaatau, face Socredo de Pirae, B.P. 50.267 Pirae. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: WAMYTAN Didier
Vice-présidents	: WABEALO André TAGAWA Félix
Secrétaire	: AUGIER DE MONTGREMIER Félix
Secrétaires adjoints	: WAMYTAN Eddy LILLINI Claudia
Trésorier	: WHAAP Ferdinand
Trésoriers adjoints	: WAMYTAN Annette CEDARE-WIMIAN Yvette DIELA Raoul

ASSOCIATION AGRICOLE TUOHOKIA

(Récepissé n° 3565 DRCL du 10 mai 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. L'association prend le nom de TUOHOKIA.

Son siège social est fixé à Aakapa, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

Elle a pour but :

- de promouvoir l'agriculture et l'élevage au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail ;
- de donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île ;
- de donner du travail aux jeunes de l'île, à la fin de leur scolarité ;
- d'initier et encourager les jeunes à faire de l'agriculture et l'élevage ;
- d'écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- de venir en aide aux membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEAUTOUA Florent
Vice-président	: POTATEUATAHI Alexandre
Secrétaire	: PAHUATINI Anne-Marie
Secrétaire adjointe	: HOKAUPOKO Joséphine
Trésorier	: TEAUTOUA Julien
Trésorier adjoint	: PETERANO Dominique

ASSOCIATION FAMILIALE RAINBOW

(Récepissé n° 4840 DRCL du 14 mai 2001)

Extraits de statuts

L'association RAINBOW, fondée le 29 avril 2001, est régie par la loi 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but de soutenir financièrement et moralement l'association familiale RAINBOW.

Son siège social est fixé à Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAAE Manuel
Vice-président	: TAAE Poehere
Secrétaire	: PAATI Yolande
Secrétaire adjointe	: TAAE Angèle
Trésorière	: RAIOAOA Lidovina
Trésorier adjoint	: TEAUROA Numa

ASSOCIATION ARTISANALE TE NIU VAHINE PAUMOTU

(Récepissé n° 4844 DRCL du 14 mai 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de TE NIU VAHINE PAUMOTU.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Fakarava :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Fakarava, Rotoava, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TEMARII Poema
Vice-président	:	LISSANT Jean
Secrétaire	:	STEINER Emilienne
Secrétaire adjointe	:	TAUTEHOPU Marthe
Trésorière	:	AMARU Dahlia
Trésorière adjointe	:	PATITIRI Sorani

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 39

Premier tirage du mercredi 16 mai 2001 :

2 14 18 23 27 48

Numéro complémentaire : 47

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	49.957.430
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	2.546.071
5 bons numéros.....	392	92.223
4 bons numéros et numéro complémentaire....	649	4.474
4 bons numéros.....	19.943	2.237
3 bons numéros et numéro complémentaire....	19.880	508
3 bons numéros.....	339.194	254

Deuxième tirage du mercredi 16 mai 2001 :

4 30 31 35 39 42

Numéro complémentaire : 25

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	213.668.977
5 bons numéros et numéro complémentaire....	3	3.362.895
5 bons numéros.....	190	185.468
4 bons numéros et numéro complémentaire....	474	7.422
4 bons numéros.....	11.917	3.711
3 bons numéros et numéro complémentaire....	15.685	726
3 bons numéros.....	227.322	363

N° JOKER : 3 5 9 0 2 0 6

LOTO NATIONAL N° 40

Premier tirage du samedi 19 mai 2001 :

11 15 23 32 36 42

Numéro complémentaire : 1

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	107.211.064
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	2.218.068
5 bons numéros.....	517	75.769
4 bons numéros et numéro complémentaire....	907	4.474
4 bons numéros.....	21.140	2.237
3 bons numéros et numéro complémentaire....	24.703	544
3 bons numéros.....	331.827	272

Deuxième tirage du samedi 19 mai 2001 :

5 8 16 23 40 46

Numéro complémentaire : 34

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	231.221.415
5 bons numéros et numéro complémentaire....	12	938.074
5 bons numéros.....	403	96.872
4 bons numéros et numéro complémentaire....	871	4.638
4 bons numéros.....	19.578	2.419
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.000	508
3 bons numéros.....	354.842	254

N° JOKER : 7 8 7 6 4 7 1

SUPER LOTO

Tirage du vendredi 18 mai 2001 :

8 9 12 28 43 45

Numéro complémentaire : 34

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	1.820.098.237
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	16.781.822
5 bons numéros.....	395	430.424
4 bons numéros et numéro complémentaire....	850	24.086
4 bons numéros.....	20.989	12.043
3 bons numéros et numéro complémentaire....	24.186	1.564
3 bons numéros.....	391.029	782

KENO

Numéro Jackpot 5 98 44 92				Numéro Jackpot 4 04 04 64				Numéro Jackpot 0 59 34 28			
Lundi 14/05/2001				Mardi 15/05/2001				Mercredi 16/05/2001			
1	2	6	7	2	8	12	19	4	8	11	13
9	16	20	22	21	30	36	37	15	16	26	34
23	28	30	33	38	41	45	46	38	40	48	49
35	43	45	49	47	48	55	56	50	51	53	59
54	60	62	69	62	65	67	69	61	62	64	65

Numéro Jackpot 8 50 39 51				Numéro Jackpot 5 81 10 17				Numéro Jackpot 5 10 32 12				Numéro Jackpot 2 13 90 13			
Jeudi 17/05/2001				Vendredi 18/05/2001				Samedi 19/05/2001				Dimanche 20/05/2001			
2	7	10	11	1	3	6	10	5	6	8	9	1	2	4	5
12	18	19	25	14	15	16	17	10	16	22	26	8	9	10	13
29	30	33	34	20	23	24	35	30	34	35	37	20	26	33	42
35	40	41	43	39	40	55	56	42	45	49	51	47	49	56	58
58	66	69	70	58	65	68	70	59	63	66	67	59	61	66	69

Le Tarif des Douanes (édition février 2001)

est disponible au prix de 6.214 F CFP TTC